

LA « DEMOCRATIE » MALADE : INSECURITE, DISCRIMINATIONS, IMMIGRATION ET RACISME

Avant-propos • 1° Les causes économiques de l'immigration • 2° Discriminations, racisme et fascisme, inséparables compagnons de route du capitalisme • 3° D'où vient la véritable insécurité ? • Notes

AVANT-PROPOS

On sait que le thème de la « lutte contre l'insécurité et l'immigration » est le leitmotiv du Front National¹, et ce depuis sa création en 1972. On sait également depuis longtemps que le propre de tous les partis fascistes — dits « d'extrême droite » — est de focaliser leurs discours sur ces prétendus « problèmes d'insécurité » et « d'immigration » afin de s'en servir pour tenter de détourner l'attention des travailleurs : il a toujours été commode de désigner comme « responsables de la crise » les populations d'origine immigrées, souvent ghettoïsées parce que rejetées et marginalisées par le système — nous verrons comment ensuite —, et d'en faire les boucs émissaires « idéaux » de tous les problèmes qui émergent de la société bourgeoise.

Or de plus en plus, ces discours ne sont plus uniquement l'apanage des partis reconnus comme fascistes. Les discours démagogiques sur « l'insécurité » ou « l'immigration » dépassent aujourd'hui largement le cadre de l'extrême droite « classique » : ils relèvent d'un véritable « phénomène de société » dans lequel s'engouffrent volontiers les politiciens bourgeois dits « libéraux » ou même social-démocrates « de gauche ». Ces derniers seront nécessairement de plus en plus obligés de se plier à cette « mode » au fil des revers électoraux. Depuis plusieurs années déjà les thèmes de campagne les plus en vogue, certainement parce que les plus « porteurs », sont ainsi ceux traitant de « l'insécurité » et du « problème de l'immigration ».

On parle donc beaucoup dans les milieux politiques (tout autant que dans ceux des médias à leurs bottes !) du « fléau de l'insécurité » qui « sévit », disent-ils, dans les cités et les banlieues des grandes agglomérations. De droite à « gauche » la condamnation semble être unanime en face de jeunes qui sont montrés cassant et brûlant quasi quotidiennement des voitures dans des cités regorgeant de délinquants et de dealers de drogue. De droite à « gauche », tous semblent être également d'accord sur la nécessité de refouler les « immigrés clandestins », d'« encourager » leur retour ou tout au moins limiter sérieusement l'immigration : « la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde, elle a ses propres problèmes. »

Telle est en substance le fond de la pensée dominante qui propose « au mieux » pour régler tous ces problèmes : 1° au niveau national de promouvoir une « meilleure intégration » de la jeunesse des cités ; 2° au niveau international de renforcer la « coopération économique avec le tiers monde », en vue bien entendu du « développement économique et social » de ce dernier. Tout esprit critique non imbus d'idéalisme béat aura déjà compris que si ces « solutions » (qui relèvent du « bon sens ») sont aujourd'hui loin de porter leurs fruits, c'est peut-être parce que des mécanismes plus profonds de la société s'y opposent. Voyons donc quels sont ces mécanismes fondamentaux qui font de ces « idées »

« des phrases creuses et idéalisantes, illusion consciente, hypocrisie délibérée ». En bref des idées qui « plus elles sont démenties par la vie, et moins elles valent pour la conscience elle-même, plus elles sont invoquées énergiquement et plus le langage de cette société normale se fait hypocrite, moral et sacré ».²

1° LES CAUSES ECONOMIQUES DE L'IMMIGRATION

Nous avons démontré en quoi consistait l'exploitation du travail salarié et comment l'employeur accaparait une partie du produit du travail à travers la production marchande.³ On comprend aisément comment un pays « riche » ou « industrialisé » (c'est-à-dire impérialiste) devient nécessairement toujours plus puissant relativement aux pays « sous développés » ou « en voie de développement » qu'il exploite.

Dans les pays dépendants, l'économie était jusque récemment (19^{ème} siècle), pour des raisons principalement géographiques et historiques, en retard par rapport au développement économique de l'Europe de l'ouest, des Etats-Unis et du Japon. Avec la révolution industrielle, cet écart s'est encore accentué. Du 18^{ème} au 20^{ème} siècle, des sociétés industrielles ont ainsi cohabité avec des sociétés féodales (Asie, Maghreb) ou même n'ayant pas dépassé le stade de la commune primitive (Afrique noire, Australie, continent américain). Sur la base des lois de la production marchande, la « cohabitation » entre pays industriels et les pays économiquement retardataires ne put bien entendu se faire que sous la forme de *l'asservissement* des pays retardataires.

Avec le développement du capitalisme, à la ville (grande industrie) comme à la campagne (grandes exploitations mécanisées) dans les pays industriels au 19^{ème} siècle, avec la ruine de la paysannerie pauvre qui allait grossir les contingents du prolétariat urbain, les lois économiques de la production marchande donnèrent toute la mesure de leur force. Elles ne tardèrent naturellement pas à s'exprimer également dans les crises économiques de « surproduction » et des conflits de classes intenses dont tout le 19^{ème} siècle fut marqué.

La bourgeoisie ressentait ainsi de plus en plus la nécessité économique et politique de trouver de nouveaux débouchés pour les marchandises invendues et de nouvelles sphères d'influence où investir les capitaux « excédentaires » (qui, provenant de l'exploitation salariée, ne pouvaient tous être écoulés sur le marché national). Au cours du dernier tiers du 19^{ème} siècle, en même temps que la concentration des capitaux au sein d'entreprises monopolistes, se développa ainsi la tendance impérialiste — caractérisée par l'exportation de capitaux — du capitalisme moderne. Les colonies, de « meules » pendues au cou de la bourgeoisie occidentale devinrent ainsi une manne économique de premier choix et l'enjeu de nations bourgeoises rivales non seulement sur le plan commercial, mais également de plus en plus sur le plan militaire. La militarisation de l'économie marqua donc également cette période, comme moyen de dépenser les richesses sociales « excédentaires » qui ne pouvaient être achetées par les esclaves salariés, ainsi que comme moyen d'étendre les débouchés coloniaux (en vue de l'exportation de marchandises et de capitaux).

« Nous avons fait voir ce que c'est que la fraternité que le libre-échange fait naître entre les différentes classes d'une seule et même nation. La fraternité que le libre-échange établirait entre les différentes nations de la terre ne serait guère plus fraternelle. Désigner par le nom de fraternité universelle l'exploitation à son état cosmopolite, c'est une idée qui ne pouvait prendre origine que dans le sein de la bourgeoisie. Tous les phénomènes destructeurs que la libre concurrence fait naître dans l'intérieur d'un pays se reproduisent dans des proportions plus gigantesques sur le marché de l'univers ». ⁴

La première et la deuxième guerres mondiales furent ainsi le résultat des affrontements de puissances impérialistes rivales pour le repartage du « gâteau colonial » au détriment du voisin. Le second conflit impérialiste mondial eût ainsi pour prélude l'invasion de l'Éthiopie par l'impérialisme Italien en 1935, de la Chine par l'impérialisme japonais à partir de 1931 et l'annexion de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche et de la Pologne par l'impérialisme allemand à partir de 1938. Après 1945, le développement des luttes de libération nationales obligea les pays impérialistes à changer de stratégie pour conserver leurs sphères d'influence. Certes, les pays impérialistes ne renoncèrent jamais aux agressions militaires brutales (en Indochine et en Algérie par exemple), mais ils leur préférèrent quand c'était possible le don d'une indépendance politique *formelle* qui ne remettait de toute façon pas en cause la plupart du temps les traités et accords économiques et assurait donc la continuité de l'asservissement économique de leurs « sphères d'influence » : le néo-colonialisme se substitua ainsi souvent au colonialisme. Cette forme néocoloniale avait en effet l'avantage, outre le fait de préserver les liens économiques avec les métropoles impérialistes, d'apparaître comme étant plus « démocratique » et donc d'entraver la lutte radicale pour l'indépendance nationale, lutte qui risquait de frayer la voie au socialisme et ainsi de détacher ces pays du système impérialiste mondial. C'est aujourd'hui encore, en ce début de 21^{ème} siècle, la forme néocoloniale qui est la plus souvent employée, ce qui ne veut évidemment pas dire que l'usage de la forme coloniale ne soit plus d'actualité : les dernières interventions armées de l'impérialisme en Irak, en Yougoslavie ou en Afghanistan sont là pour le démontrer. « L'ingérence » armée de l'impérialisme français en Côte d'Ivoire est également là pour le prouver.

Sur le plan économique, l'exploitation des pays économiquement retardataires par les puissances impérialistes se réalise de deux façons : 1° par le commerce international ; 2° par l'exportation de capitaux.

- On doit d'abord rappeler qu'il n'existait pas dans la plupart des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique du sud d'industrie moderne et l'agriculture était encore souvent une agriculture de subsistance. Dans toutes les branches de l'économie de ces pays la productivité du travail était donc particulièrement faible, le plus souvent tout juste capable d'assurer la simple subsistance.

« Commercer » dans ces conditions, est nécessairement désavantageux pour ces pays, incapables de soutenir la concurrence face aux pays disposant d'une puissante base industrielle et d'une agriculture avancée. La loi de la valeur se charge de ruiner rapidement le développement de branches naissantes de l'industrie et de l'agriculture jugées « non rentables » dans des pays économiquement arriérés qui n'ont ni les moyens financiers ni la possibilité politique d'adopter des mesures protectionnistes, les pays impérialistes leur déniaient ce droit au nom du « libre-échange ». Ces pays, imbriqués dans une asservissante division internationale du travail sont donc condamnés à faire office « d'ateliers » pour les métropoles impérialistes.

C'est ainsi que le simple commerce entraîne l'asservissement économique de ces pays : quand bien même le capitalisme s'abstient d'asservir militairement ces territoires, ils deviennent débiteur des nations industrialisées du seul fait des échanges marchands.

- A travers l'exportation de capitaux, c'est-à-dire les investissements directs de la bourgeoisie impérialiste dans l'économie des pays dépendants, le rôle des populations de ces pays est réduit à celui de fournir une main d'œuvre abondante et bon marché.

Quand l'impérialisme s'empare de ces pays, il y exploite en effet une force de travail dont la valeur est le plus souvent très proche de son seuil physiologique minimal (celui de la simple survie). La différence entre la très faible valeur de la force de travail et le fort potentiel productif de celle-ci assure donc les capitalistes étrangers d'y engranger des surprofits fabuleux, s'ils y font des investissements.

C'est cette possibilité d'y réaliser le « maximum de profit » qui amène les entreprises monopolistes à y investir prioritairement, y compris au prix de la délocalisation d'une partie de l'appareil productif des métropoles

au sein de ces régions. Ces délocalisations provoquent évidemment les plaintes du petit et du moyen Capital « national », qui eux se satisfont de l'exploitation de la main d'œuvre locale (« indigène ») mieux rémunérée, et donc d'un taux de profit inférieur. Ces plaintes de certaines couches de la bourgeoisie sont d'autant plus aiguës que les délocalisations et les fermetures d'entreprises qui les accompagnent provoquent l'augmentation du taux de chômage dans les métropoles impérialistes (flagrante depuis les années 1970), ce qui a évidemment des répercussions négatives (pour la bourgeoisie « nationale ») sur la stabilité du « pacte social ». Selon les chiffres officiels du chômage, le nombre de chômeurs en France est passé de 450 000 en 1974 à plus de 3 millions à la fin des années 1990.

Dans les pays dépendants ces délocalisations provoquent une véritable industrialisation accélérée : ex-pays de l'est, sud-est asiatique, Amérique centrale, Maghreb, etc. Les modes de production antérieurs cèdent ainsi la place aux rapports capitalistes. Ce développement n'exclut pas un chômage massif, car le développement industriel reste de toute façon sous dimensionné par rapport à la forte disponibilité de main d'œuvre et à la capacité d'absorption du marché intérieur. En 2005, sur les 2,8 milliards de travailleurs que comptait le monde, 1,4 milliard ne gagnaient pas suffisamment pour se hisser eux et leur famille au-dessus du seuil de pauvreté de 2 dollars par jour par personne, soit autant qu'il y a dix ans, affirme le *Bureau International du Travail*. Toujours selon le BIT, le chiffre officiel des chômeurs dans le monde (évidemment très largement sous-estimé) était de 140 millions en 1994, de 170 millions en 1999 et de 192 millions en 2005. On est bien loin du tableau idyllique d'une situation « en progrès » tel que cherche à la présenter la bourgeoisie impérialiste ! Le développement économique de ces pays ateliers se heurte ainsi 1° à l'étroitesse des débouchés fournis par le marché intérieur, vu les efforts que fait la bourgeoisie (« nationale » comme impérialiste) pour limiter la hausse des salaires et ainsi maintenir un taux de profit maximal, et 2° au fait que les marchandises produites ont toujours du mal à trouver acquéreur sur le marché national comme international : ce ne sont pas les centaines de millions de travailleurs précaires ni les dizaines de millions de chômeurs des métropoles impérialistes qui peuvent arriver à absorber le trop plein de marchandises produites malgré la forte différence de la valeur de la force de travail dans ces deux groupes de pays. C'est pourquoi face à cette mévente et à cette « surproduction » chroniques, la fin du 20^{ème} siècle a vu ces pays « ateliers » être touchés par une grave crise économique, la fameuse « crise asiatique » qui a été durement ressentie en Asie du sud-est (Chine comprise), puis en Russie et en Amérique latine.

Dans les pays dépendants, le Capital étranger développe principalement l'industrie légère, l'industrie lourde et l'agriculture restant arriérées.

L'absence d'un développement important de l'industrie lourde et de l'agriculture est d'abord le résultat des lois de la production marchande, même prise dans son cadre strictement « national » : nous avons démontré pourquoi on ne peut espérer retirer de ces deux secteurs de l'économie extrêmement gourmands en investissements des profits fabuleux à court terme.³ On ne peut donc s'attendre à ce que l'industrie lourde se développe à un rythme élevé aussi longtemps qu'elle reste soumise aux limitations que lui imposent le jeu de la loi de la valeur. L'industrialisation des pays capitalistes est là pour le démontrer : outre le fait que le développement de l'industrie lourde était en retard par rapport au développement de l'industrie légère, elle avait eu besoin de l'État bourgeois (mines, chemin de fer, énergie, ect.) pour centraliser le Capital suffisant que ne détenaient alors pas encore les actionnaires privés, ainsi que de « l'aide » des impôts payés par les travailleurs à cet État... Ce retard est donc d'abord un retard inhérent au mode d'industrialisation capitaliste lui-même. Seul le mode de production socialiste qui envisage le développement harmonieux à long terme est capable de donner d'emblée la priorité à l'industrie de production des moyens de production et de stimuler ainsi le développement équilibré de l'ensemble des branches de l'économie.⁵

Ce retard est ensuite le résultat en quelque sorte « entretenu » par le commerce international : c'est le slogan libéral bien connu de la « division internationale du travail » (repris par les sociaux-impérialistes). Chaque pays doit se spécialiser dans telle ou telle production pour être le plus efficace. Tel ou tel pays doit se concentrer sur le développement de l'industrie d'extraction ou de transformation, ou sur la production de telle ou telle denrée agricole. Ainsi concernant les pays dépendants, les impérialistes « conseillent » le plus souvent de laisser de côté l'industrie lourde et particulièrement l'industrie de production des moyens de production. C'est une manière comme une autre de perpétuer la dépendance économique et d'assurer que la dette extérieure se creuse toujours plus, offrant un débouché sans cesse renouvelé pour l'impérialisme. C'est pourquoi, comme le soulignait si justement Staline dès 1925, le développement prioritaire de l'industrie de production des moyens de production est fondamental pour le développement de l'économie et la construction de la société socialiste, sous peine de voir se transformer en un appendice du système colonial, dépendant économiquement et donc politiquement.⁶

Ce retard relève enfin d'une nécessité stratégique de l'impérialisme. L'arme de l'embargo commercial — pas seulement l'arme de la faim — mais surtout la pénurie en moyens de production ne pouvant être produits dans le pays, « assure » les puissances impérialistes de la pérennité de leur système esclavagiste : aussi longtemps que ces pays ne peuvent produire eux mêmes les moyens de production nécessaires à leur économie, ils sont condamnés à en importer les produits. Importer ces machines, c'est acheter des marchandises produites dans un pays impérialiste contre des marchandises fabriquées dans un pays dépendant où la valeur de la force de travail (et donc des marchandises produites) est considérablement réduite. C'est donc en définitive cet échange

marchand *obligatoirement* inégal qui constitue le moteur principal de l'endettement des pays dépendants. Ces pays en arrivent rapidement à une situation comparable à celle des ménages surendettés, n'arrivant même plus à rembourser les intérêts à leurs créanciers !⁷

C'est ce mécanisme fondamental du capitalisme actuel qui constitue la base du néo-colonialisme : les pays dits « indépendants » n'ont en fait qu'une indépendance formelle, car ils sont économiquement asservis et leur développement est donc pour une large part conditionné par les investissements du Capital étranger.

De même que la production marchande dans son cadre national reproduit le capitaliste comme capitaliste et le prolétariat comme prolétariat, de même le commerce international reproduit un pays impérialiste comme pays impérialiste et un pays dépendant comme pays dépendant. C'est une règle qui connaît peu d'exceptions (nous verrons dans un prochain travail que la Chine est l'une de ces exceptions et comment elle a pu passer du statut de pays dépendant à celui d'un pays en passe de devenir aujourd'hui une superpuissance impérialiste de premier plan).

Ce mécanisme reproduit donc en définitive sous une forme à *peine modifiée* la propriété privée des moyens de production, mais cette fois appliquée à l'échelle *internationale* : un pays impérialiste est un pays possédant une *industrie de production des moyens de production* et usant de cette suprématie pour prolétarianiser des pays entiers qui en sont dépourvus !

Nous pouvons maintenant nous pencher sur la signification réelle de ce que la bourgeoisie nomme hypocritement « le problème de l'immigration ».

Les pays dépendants, s'ils sont certes « en voie de développement », ne peuvent donc être dans la plupart des cas *qu'en voie de prolétarianisation*. Or on sait que la prolétarianisation à l'échelle nationale crée des flux de main-d'œuvre qui suivent les oscillations de la loi de la valeur.

Les flux migratoires internationaux illustrent la division entre pays impérialistes et pays dépendants (coloniaux ou néo-coloniaux). Ils reflètent l'exploitation qui règne au sein des pays dépendants, ainsi que l'exploitation de ces pays dépendants par rapport aux pays impérialistes qui les exploitent. L'afflux de main-d'œuvre immigrée vers les métropoles est ainsi un résultat « nécessaire » de cette exploitation. En 1965, le nombre de migrants dans le monde s'élevait à 45 millions de personnes, durant l'année 2000 il a dépassé le chiffre de 120 millions. Bien entendu ces 120 millions de migrants n'ont pas tous afflué dans les métropoles impérialistes. D'après les chiffres fournis par le *Bureau International du Travail*, l'analyse des flux migratoires concernant 152 pays a montré que de 1970 à 1990 le nombre de pays classés comme grands pays d'accueil de travailleurs migrants a augmenté de 39 à 67. Pendant la même période, le nombre de pays appartenant à la catégorie des pays d'émigration est passé de 29 à 55. Il n'est pas rare qu'un pays appartienne à la fois à la catégorie des pays d'émigration et à celle des pays d'accueil (4 pays en 1970, 15 en 1990), particulièrement dans le cas des pays dits « émergents » : par exemple en 1997, un manœuvre indonésien gagnait 0,28 dollar par jour dans son pays contre 2 dollars ou plus par jour dans la Malaisie voisine. Le sens des flux internationaux des migrants est ainsi fonction des différences entre les valeurs de la force de travail.

En 1995, le coût horaire de la main-d'œuvre de l'industrie manufacturière était par exemple de 0,25 dollar en Inde et en Chine, 0,46 en Thaïlande, 0,60 en Russie, 1,70 en Hongrie et 2,09 en Pologne contre 13,77 au Royaume-Uni, 14,40 en Australie, 16,03 au Canada, 17,20 aux États-Unis, 19,34 en France, 23,66 au Japon et 31,88 en Allemagne.

Les flux migratoires importants s'observent ainsi 1° des pays dépendants vers les pays impérialistes, 2° des pays dépendants les plus pauvres vers les pays dépendants « ateliers » ou investit l'impérialisme, et enfin 3° entre pays impérialistes (il n'est pas rare que des travailleurs français choisissent de devenir des travailleurs frontaliers en Allemagne ou en Suisse.)

Sous la domination de l'impérialisme, le « libre trafic de soi-même » des esclaves salariés a donc pris des proportions encore plus gigantesques comparé à celui des esclaves noirs qui se chiffrait en dizaines de millions de personnes.

Comment pourrait-il en être autrement sur le « libre marché » international ? Comment les milliards de chômeurs partiels et complets — mais aussi ceux qui ont du travail et qui gagnent tout juste de quoi ne pas mourir de faim — pourraient-ils ne pas espérer pouvoir vendre ailleurs — c'est-à-dire là où il y a moins de chômage et où les conditions de l'esclavage salarié sont plus adoucies — leur force de travail sur le marché international du travail ? Sous le capitalisme, les perdants ne disparaissent en général pas « par enchantement », ils tentent leur chance ailleurs !

Pour éviter « l'égalisation » internationale des conditions de l'esclavage salarié, la bourgeoisie impérialiste doit donc s'efforcer « d'étanchéiser » les frontières de ses métropoles ! Sans quoi ce serait véritablement le nivellement par le bas le plus radical : la concurrence entre les travailleurs jouerait de la manière *la plus totale*, la plus libre et ne tarderait donc pas à ramener le montant du salaire moyen à son minimum physiologique. Ce serait évidemment signer l'arrêt de mort du capitalisme !

Or, puisque

« ... le trafic de soi-même à l'intérieur entraîne nécessairement le trafic à l'extérieur »,⁸

la bourgeoisie des pays impérialistes doit nécessairement ériger des barrières protectionnistes à l'égard de la marchandise « force de travail » étrangère.

On connaît depuis longtemps le principe du protectionnisme économique, c'est-à-dire les mesures restrictives prises par la bourgeoisie impérialiste à l'égard des marchandises étrangères pour éviter que ne se produisent des échanges marchands ou des rachats d'entreprises jugés « défavorables ». Il y a peu de temps, on entendait encore les gémissements du gouvernement impérialiste français sur l'inondation du marché par les textiles chinois ou bien dernièrement encore les médias bourgeois s'offusquer de l'OPA « sauvage » et « hostile » de l'indien *Mittal Steel* lancée sur *Arcelor* !!!

Sous la domination impérialiste, ce protectionnisme est également étendu au marché international de la force de travail humaine : la « lutte contre l'immigration » est donc en définitive une mesure protectionniste destinée à éviter le libre jeu de la loi de la valeur à l'échelle du marché international du travail !

Pour les intérêts de la bourgeoisie impérialiste, ce protectionnisme ne doit cependant pas être total : un interprète lucide de ses intérêts, Kofi Annan, soulignait ainsi que sans l'immigration la population de l'Europe des 25 déclinerait d'ici le prochain demi-siècle, ce qui poserait des problèmes de main-d'œuvre pour faire tourner certains services de l'économie et que ce problème se poserait également pour le Japon et la Russie. Il concluait de ceci :

« L'immigration n'est pas une panacée, mais toute solution à ces problèmes passera nécessairement par elle. Il est certain que l'Europe restera un aimant pour les habitants d'autres continents ».⁹

Il définissait ainsi en des termes moins « crus » — c'est-à-dire plus hypocrites et donc moins prompts à soulever l'indignation — ce que Nicolas Sarkozy appelle aujourd'hui « l'immigration choisie » : une immigration régulée selon les besoins spécifiques des métropoles impérialistes en main-d'œuvre.

Qu'est donc devenue la sacro-sainte « liberté de circulation » des marchandises et des personnes si chère aux propagandistes de la bourgeoisie ? Elle est devenue la liberté la plus complète pour les impérialistes d'exploiter et de piller impunément leurs « zones d'influences ». Par contre cette « liberté » s'est transformée pour l'immense majorité des populations de ces pays dépendants en une *assignation à résidence*, en une condamnation à vie à fournir le gros de l'armée du travail de réserve. L'impérialisme doit en effet toujours avoir à sa disposition un abondant réservoir de main d'œuvre pour maintenir la pression sur le marché du travail et éviter que la valeur de la force de travail ne s'élève « trop » au dessus du minimum vital !

La « liberté de circulation » a donc subi le même sort que ces autres slogans du libéralisme « pur » que sont la défense de la « propriété privée » et de la « liberté d'entreprise ». Le « droit à la propriété privée » n'est rien d'autre que le droit d'une minorité exploiteuse de posséder en propre les moyens de production de la société, ce droit d'une minorité signifie donc que la majorité, elle, est lésée de ce droit, lequel devient donc synonyme pour les travailleurs de condamnation à vie à l'esclavage salarié. De même la « liberté d'entreprise » est la liberté pour une minorité possédante d'exploiter comme bon lui semble la main d'œuvre salariée, c'est donc en fait l'absence totale de droits et de protections au travail pour les travailleurs forcés pour subsister de vendre leur force de travail à cette classe d'exploiteurs !

On voit par là combien Lénine avait raison de souligner qu'en définitive, la « démocratie » bourgeoise — qui a pour fondements les trois libertés susmentionnées — était inévitablement un *paradis* pour les riches, mais un *leurre* et un *piège* pour les exploités !

Venir parler de « démocratie » aux exploités et aux chômeurs des pays impérialistes relève déjà de la démagogie, mais que dire des politiciens bourgeois des pays impérialistes qui prétendent amener le « progrès » et la « démocratie » dans les pays qu'ils pillent ?

2° DISCRIMINATIONS, RACISME ET FASCISME, INSEPARABLES COMPAGNONS DE ROUTE DU CAPITALISME

Avant que ne s'ouvre l'époque des révolutions prolétariennes et que ne soit mis à l'ordre du jour l'expropriation de tous les exploités

« ... « il était admis » de penser que le monde est divisé depuis un temps immémorial en races inférieures et supérieures, en Noirs et Blancs, les premiers inaptes à la civilisation et voués à l'exploitation, et les seconds, seuls agents de la civilisation, appelés à exploiter les premiers ».¹⁰

C'est ce que disaient sans détour les politiciens bourgeois il n'y a pas si longtemps encore pour justifier le colonialisme :

« Si la France veut rester un grand pays, elle doit porter partout où elle peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes et son génie. ... Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... Elles ont le devoir de les civiliser », affirmait ainsi Jules Ferry.

Depuis l'antiquité, les peuples dits « barbares » ont ainsi fourni un contingent de main d'œuvre à réduire en esclavage. Le capitalisme ne fait pas exception, puisqu'il est né du commerce « juteux » d'esclaves qui a rendu possible la mise en valeur de territoires « vierges » — c'est-à-dire d'où les populations indigènes avaient été chassées ou éliminées (Amérique, Australie) — et ainsi étendu le commerce international qui a permis l'accumulation de capitaux entre les mains d'un nombre restreint de marchands qui les investissent dans les

manufactures naissantes. La traite des esclaves et le commerce triangulaire ont assurément été pour le capitalisme un « engrais » qui en a prodigieusement accéléré le développement.

Les révolutions bourgeoises des 17^{ème} et 18^{ème} siècles (en Angleterre et en France par exemple) proclamèrent la fin du féodalisme et du servage pour la masse des paysans serfs. En échange, elle fit des travailleurs surnuméraires qui quittaient les campagnes (parallèlement à la différenciation de la paysannerie) des travailleurs « libres », c'est-à-dire des esclaves salariés, « légalement » émancipés, mais toujours économiquement asservis. En fait, au 19^{ème} siècle, la liberté restait toujours ouvertement la liberté des riches et des propriétaires, y compris dans le domaine du droit juridique et politique — ce qu'illustrait parfaitement le suffrage censitaire. De la même façon, « droits de l'homme » ne valaient pas pour les « gens de couleurs » en Afrique, en Asie ou sur le continent américain. La reconnaissance des « droits de l'homme » aux exploités des pays industriels eût donc pour contrepartie l'esclavage le plus brutal des peuples des colonies. Il fallut attendre la fin du 19^{ème} siècle pour que fût en général aboli l'esclavage. Il fallut attendre la deuxième moitié du 20^{ème} siècle pour que soient reconnues aux non-blancs des libertés politiques et juridiques comparables aux exploités blancs.

Et pourtant, là encore, même dans ce domaine il a subsisté tout au long du 20^{ème} siècle des tendances lourdes au racisme, à l'apartheid social. Ainsi, aux USA, durant la première moitié du 20^{ème} siècle, la population afro-américaine souffrait toujours largement de la discrimination, par rapport au travail, à l'école, dans l'armée. Aujourd'hui, rien n'est véritablement réglé : les communautés noires et hispaniques vivent le plus souvent ghettoïsées et marginalisées. Aujourd'hui encore aux USA, malgré le fait qu'une minorité afro-américaine ait réussi à se faire une place dans les grandes administrations de la société capitaliste, la discrimination persiste encore pour l'immense majorité des latino et des afro-américains.

Comment expliquer cette persistance à travers les siècles ?

Il nous faut d'abord marteler cette vérité que le racisme apparaît et s'épanouit là où il y a *exploitation* ! Le racisme sert par conséquent à « justifier » l'exploitation. Les nouveaux esclavagistes ne parlent aujourd'hui plus de peuples « barbares » ou « arriérés », tout juste bon à déporter et à coloniser. Ils préfèrent à ces dénominations « crues », d'autres moins choquantes, qui tout en préservant le *contenu*, savent le présenter sous une *forme* plus acceptable. Les politiciens bourgeois ont ainsi préféré parler de la « mission civilisatrice » de la « démocratie » et partant de là de la « contribution » qu'elle apporte au « développement » économique et social » de ces pays.

Avec l'avènement du mode de production capitaliste le racisme a pris des proportions gigantesques : le racisme est avant tout le reflet de la stratégie (néo)-colonialiste de l'impérialisme. Avec l'évolution du capitalisme à son stade impérialiste, le racisme est devenu un article de foi de la bourgeoisie.

La bourgeoisie qui essaie parfois d'amalgamer la lutte de classe révolutionnaire à une sorte de « racisme de classe » à son égard n'a pas de leçons à nous donner, à nous jeunes marxistes-léninistes, elle qui pratique quotidiennement à une échelle planétaire un véritable *apartheid* qui permet certes de conserver leurs « chaînes dorées » à quelques centaines de millions de ses esclaves les plus privilégiés (de moins en moins nombreux dans l'actuelle période de récession économique), tandis que des milliards d'autres n'ont aucune réelle perspective d'avenir.

Nous ne demandons pas par là aux travailleurs des pays impérialistes de « prendre sur leurs épaules toute la misère du monde », ni même « une partie » à la manière des néo-colonialistes honteux¹¹, mais seulement de soutenir la juste lutte de leurs frères et leurs sœurs qui vivent dans la misère dans le monde à cause de la domination de l'impérialisme. C'est ainsi que les travailleurs des pays impérialistes doivent soutenir le combat des palestiniens contre l'impérialisme Israélien ainsi que la résistance irakienne contre l'occupation impérialiste coalisée. C'est ainsi que les travailleurs français doivent soutenir les peuples d'Afrique occidentale placée sous la tutelle de l'impérialisme français et des accords économiques asservissants de la zone-franc.

«... à l'opposé des proudhoniens, qui « niaient » la question nationale « au nom de la révolution sociale », Marx mettait au premier plan, en considérant par-dessus tout les intérêts de la lutte de classe du prolétariat des pays avancés, le principe fondamental de l'internationalisme et du socialisme : un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ».¹²

A l'opposé des anarchistes et des trotskistes d'aujourd'hui dont le pseudo-internationalisme nie la question nationale et coloniale (puisqu'ils nient la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays dans les conditions de l'encerclement capitaliste), nous soutenons le droit de séparation des colonies en vue de la rupture de la chaîne de l'impérialisme. Ainsi ces peuples opprimés auront réellement les moyens de leur libération économique, sociale et politique et retrouveront leur véritable dignité, ainsi ils pourront oublier le temps où leurs politiciens corrompus mendiaient en esclaves les « aides » internationales auprès des créanciers impérialistes. L'expérience de 40 années d'Albanie socialiste a démontré que ce point de vue était parfaitement correct, même dans le cas de pays économiquement très arriérés. C'est pourquoi notre mot d'ordre est « Libération des colonies de joug de l'impérialisme » et « Impérialisme français hors de l'Afrique » !¹³

Comme Karl Marx, nous affirmons qu' « un peuple qui en opprime d'autres ne saurait être libre ». La libération des pays dépendants du joug de l'impérialisme sera un puissant facteur pour hâter la révolution socialiste dans les pays impérialistes. Ce soutien internationaliste des travailleurs des métropoles impérialistes

aux travailleurs des pays néo-coloniaux est en effet synonyme d'une lutte sans concession contre notre propre bourgeoisie !

Dans ces conditions, les travailleurs devront prendre garde au danger du fascisme, quand la bourgeoisie estimera son pouvoir trop menacé pour s'autoriser à maintenir les libertés politiques formelles qu'elle accorde en « temps de paix » à ses esclaves.

Le fascisme a pour fondations le *nationalisme*, l'*anticommunisme* et l'*anti-parlementarisme* : il est la synthèse de la domination de l'impérialisme et des entreprises monopolistes en même temps qu'il est l'expression la plus pure de la tendance à la réaction de l'impérialisme.

Son *nationalisme*, c'est le colonialisme ou l'expansionnisme à l'extérieur et le protectionnisme à l'intérieur, résultats de la production marchande et du commerce international.

Son *anticommunisme* provient de la haine de classe : c'est la haine viscérale que la bourgeoisie a pour le mouvement ouvrier et communiste, conséquence naturelle de sa position sociale de propriétaire privée des moyens de production et donc de son statut de classe exploiteuse.

Son *anti-parlementarisme*, c'est ce qui lui donne les moyens adéquats en vue de la répression du mouvement ouvrier ; le rejet des libertés démocratiques formelles, devenues dangereuses pour la survie du capitalisme en crise. Les exploiters ne quittent jamais la scène historique sans livrer une résistance acharnée. Le fascisme lui donne les moyens de maintenir sa domination dans les situations de crise. L'absence de gouvernement fasciste dans les pays impérialistes depuis des décennies ne prouve aucunement le caractère « pacifique » ou « démocratique » de la bourgeoisie impérialiste : il n'est seulement là que pour prouver l'extrême faiblesse du mouvement communiste marxiste-léniniste et l'inexistence d'une véritable lutte de classe prolétarienne : le révisionnisme a su jusqu'alors donner toutes les assurances au Capital que sa domination ne serait pas remise en cause.

Quand la bourgeoisie opte pour le fascisme, c'est avant tout comme le soulignait Staline, un aveu de faiblesse. C'est l'aveu de son impuissance devant l'essor du mouvement anti-impérialiste et anti-capitaliste qui pousse la bourgeoisie à la répression armée du mouvement ouvrier.

A travers le fascisme, la bourgeoisie essaie en fait de rétablir l'équilibre économique et social rompu, mais ce rétablissement ne peut se faire que sur la base de nouveaux rapports de classes plus en phase avec la base économique du capitalisme monopoliste. La « trop grande » liberté politique concédée aux esclaves salariés, même formelle, est en effet incompatible à long terme avec leur total asservissement économique. Quand la crise économique et sociale est trop exacerbée, quand le changement des attelages gouvernementaux ne parvient plus à résoudre la crise politique qui vient s'entremêler à la crise économique et sociale, alors il ne reste plus aux exploiters qu'à mettre en accord l'esclavage économique des travailleurs avec le déni de leurs libertés politiques ! (c'est un saut dialectique qui aboutit à un affrontement dont l'issue ne peut être que la victoire de la réaction ou bien celle de la révolution socialiste).

Pour les travailleurs, il n'est évidemment pas de peu d'importance que la forme démocratique-bourgeoise du capitalisme soit maintenue aussi longtemps que possible, tout au moins le temps de se préparer à l'assaut contre les positions de la bourgeoisie. Il n'est pas indifférent de savoir si les exploiters s'adressent au prolétariat sur le ton « démocratique » du « cause toujours », ou bien sur le ton fasciste du « ferme ta gueule » ! Assurément, il y a une différence !

La démocratie bourgeoise ne peut parvenir à conserver son masque « démocratique » qu'aussi longtemps que les esclaves salariés se désintéressent dans leur grande majorité de la politique, qu'aussi longtemps que les discours républicains « pluralistes » et démagogiques ont prise sur les masses exploitées, qu'aussi longtemps que les travailleurs ne revendiquent pas *ouvertement* la nécessité de mettre en adéquation les libertés politiques formelles gagnées avec les libertés économiques qui leur font défaut et qui font de la « démocratie » bourgeoise ce piège pour les exploités dont parlait Lénine.

Les partis ouvertement fascistes (comme le FN en France) ne sont donc que la partie visible de « l'iceberg », leur existence démontre la tendance constante du capitalisme à la réaction, en même temps qu'il fournit un alibi à la « démocratie bourgeoise », à « l'Etat de droit républicain ». Le risque est alors l'idéalisation de la « démocratie » bourgeoise. Il ne faut pas oublier que le fascisme n'est pas plus le fait d'un « fou enragé » que le fait d'un malheureux « accident » de l'histoire : il est avant tout le produit de circonstances économiques et sociales objectives, et plus important que tout, c'est une tendance qui englobe potentiellement tous les Partis liés au Capital, et qu'on ne peut donc réduire aux seuls partis reconnus comme fascistes, sans quoi on reste prisonnier, qu'on le veuille ou non, de la conception bourgeoise-républicaine du fascisme.

« A cet égard, la victoire du fascisme en Allemagne, il ne faut pas la considérer simplement comme un signe de faiblesse de la classe ouvrière et comme le résultat des trahisons perpétrées contre elle par la social-démocratie qui a frayé la route au fascisme. Il faut la considérer aussi comme un signe de faiblesse de la bourgeoisie, comme un signe montrant que la bourgeoisie n'est plus en mesure d'exercer le pouvoir par les vieilles méthodes du parlementarisme et de la démocratie bourgeoise, ce qui l'oblige à recourir, dans sa politique intérieure, aux méthodes terroristes de gouvernement ; comme un signe attestant qu'elle n'a plus la force de trouver une issue à la

situation actuelle sur la base d'une politique extérieure de paix, ce qui l'oblige à recourir à une politique de guerre. »¹⁴

La base sociale du fascisme, c'est d'abord la domination du grand Capital monopoliste si caractéristique de l'époque impérialiste, le capital financier : « Le fascisme, c'est le pouvoir du capital financier lui-même », disait ainsi Dimitrov.

C'est ensuite le soutien apporté par les petits patrons et les petits commerçants qui craignent les travailleurs bien plus que le grand Capital. En cas de crise économique, politique et sociale majeure, c'est donc la bourgeoisie *dans son ensemble* ainsi que les groupes sociaux ayant antérieurement profité des retombées de l'exploitation du prolétariat dont elles s'étaient accommodées, qui sont susceptibles de se tourner vers le fascisme, ce qui n'exclut pas que par la suite, certaines couches petite-bourgeoises puissent être amenées à pâtir de la dictature du Capital financier.

« Dépassant en cynisme et en hypocrisie toutes les autres variétés de la réaction bourgeoise, le *fascisme adapte sa* démagogie *aux particularités* nationales de chaque pays et même aux particularités des différentes couches sociales dans un seul et même pays. Et les masses de la petite bourgeoisie, voire une partie des ouvriers, poussés au désespoir par la misère, le chômage et la précarité de leur existence, deviennent victimes de la démagogie sociale et chauvine du fascisme ».¹⁵

Nous devons ensuite insister sur le fait que les politiciens chevronnés de la bourgeoisie, qu'ils soient les instruments de la démocratie bourgeoise ou du fascisme, ne sont en fait que des pions et du menu fretin. Ceux qui tirent les ficelles et qui disposent du *véritable* pouvoir décisionnel, ce sont ceux qui détiennent entre leurs mains le pouvoir économique. Les politiciens bourgeois ne sont pas « indépendants », ni « au dessus des conflits de classes ». Ils ne sont que les *instruments* dont use la bourgeoisie pour gouverner sans avoir à trop s'exposer, pour faire croire que le pouvoir se trouve dans les parlements alors que le pouvoir des parlements bourgeois n'est que formel et qu'il n'a pour seule fonction le fait de donner l'illusion aux travailleurs que les décisions prises sont l'expression de la « volonté populaire », alors qu'elles sont issues de directives données par le Capital — ce qu'a prouvé récemment de manière particulièrement évidente l'acharnement du gouvernement Sarkozy à défendre la directive Bolkenstein, tâche qui lui avait été assignée par le MEDEF !

La directive Bolkenstein illustre la volonté de la grande bourgeoisie monopoliste européenne de réaliser la libre concurrence sur le marché du travail intra-communautaire. Cette recherche du maximum de profit, qui est nécessaire pour renforcer les positions du bloc impérialiste européen par rapport à ses concurrents les plus puissants, notamment américains et japonais, aurait évidemment conduit à des attaques tous azimuts contre les salaires et à la précarisation effrénée des travailleurs. Ceci ne pourrait aboutir qu'à effriter et à fragiliser l'idée de « modèle social français » si utile à la bourgeoisie dans sa mystification des travailleurs. La mise en œuvre de cette directive a été défendue par les principaux partis de droite comme « de gauche ». Au sein du PS, cette campagne a démontré la fracture béante entre le cercle dirigeant (qui se fait l'écho du lobbying du Capital financier européen) et la base du Parti davantage attachée à la préservation du « modèle social français ».

Le fait que le Capital financier ait finalement décidé de reculer (de manière provisoire, nous tenons à le souligner), a démontré qu'il n'est *pas encore* prêt à passer outre cet avertissement, et qu'il estime finalement (à la vue de la fronde populaire quasi-générale) que le passage en force de cette mesure peut lui apporter bien plus de désagréments que d'avantages, notamment en décrédibilisant totalement et de manière jugée certainement trop prématurée, les institutions dites « représentatives » du parlementarisme bourgeois, puisque mettant à nu de façon trop évidente le diktat du Capital financier (ce risque a été évoqué à mots à peine voilés par certains politiciens bourgeois « de gauche » ou « d'extrême gauche »). Le risque pour la classe bourgeoise toute entière est en effet à terme de provoquer un essor important du mouvement anti-capitaliste, danger que certaines couches de la petite et de la moyenne bourgeoisie ont très bien compris et qui a motivé leur opposition à cette mesure. La construction du bloc impérialiste européen constitue comme on le voit un facteur important d'aggravation du danger fasciste.

En définitive, les politiciens bourgeois sont le personnel politique donnant l'assurance aux exploités de l'efficacité des mystifications démocratiques et donnant le change aux démocrates bourgeois qui prennent les *apparences* pour la *réalité*, persuadés du caractère « démocratique » du parlementarisme bourgeois. Quand le Capital financier décide que le moment est venu de passer à la forme de gouvernement fasciste, le parlement bourgeois est proclamé inutile et la bourgeoisie impérialiste prend elle-même directement ses affaires en main, en se passant de ces intermédiaires dans lesquels le peuple n'a plus confiance.

« Le fascisme livre le peuple à la merci des éléments vénaux les plus corrompus, mais se présente devant lui en revendiquant un « pouvoir honnête et incorruptible ». En spéculant sur la profonde déception des masses à l'égard des gouvernements de démocratie bourgeoise, le fascisme s'indigne hypocritement contre la corruption (par exemple, les affaires Barmat et Sklarek en Allemagne, l'affaire Staviski en France, et une série d'autres). »¹⁶

Ce qui détermine en définitive le caractère si putride et si précaire du fascisme, c'est qu'une fois le parlementarisme supprimé, il n'est plus possible de longtemps détourner la colère croissante des exploités en « critiquant » tel ou tel ministre ou tel ou tel gouvernement. L'aggravation du chômage, de l'inflation, de la crise économique, du joug militaire et policier sur toute la société, tels qu'ils accompagnent inévitablement le fascisme, agissent en effet comme de puissants facteurs de décomposition devant nécessairement amener la

grande masse des travailleurs à la remise en cause de la domination économique, politique et militaire du Capital lui-même.

« Même quand on veut démolir le progrès, on le fait avancer », disait Henri Barbusse.¹⁷

Dans la situation actuelle, l'impérialisme français n'a pas encore opté pour la dictature terroriste, mais les conditions objectives mûrissent : la récession économique s'approfondit tandis que les crises sociales et politiques se multiplient. Dans ces conditions, l'inexistence d'un Parti marxiste-léniniste authentique fournit l'assurance au Capital que les travailleurs seront impuissants et désarmés en cas de crise majeure. Dans ces conditions, *notre progrès*, celui de la révolution socialiste, sera acquis au prix de souffrances bien plus grandes que si les communistes sont suffisamment prêts.

Habituellement, en usant de la dictature fasciste, les capitalistes

« s'efforcent de *devancer* la montée des forces de révolution en écrasant le mouvement révolutionnaire ». ¹⁸

Quand les communistes sont inexistantes sur le plan politique (ce qui est le cas à l'heure actuelle) ou qu'ils ont insuffisamment préparé les travailleurs à la lutte contre le fascisme (comme c'était le cas pour le PCF des années 1930), le risque est de voir se reproduire la tragédie allemande où les

« milieux impérialistes ont réussi, *avant* le tournant décisif des masses vers la révolution, à infliger une défaite au prolétariat et à instaurer la dictature fasciste ». ¹⁹

Ayant bien en vue cet avertissement, on comprend sans difficulté le danger qui existe à continuer — comme le font actuellement les organisations « marxistes-léninistes » autoproclamées — d'essayer de se faire plus grosses que le bœuf. Ceux qui sont aujourd'hui pleins de suffisance devant la réalité (de délabrement !) du mouvement marxiste-léniniste ou qui pensent pouvoir prendre leur temps de construire bien tranquillement « étape par étape » le Parti dont ont besoin les communistes, seront aussi les premiers à se mettre la tête dans le sable quand la réalité sera celle de la victoire de la dictature fasciste et de la totale impréparation des travailleurs et des couches populaires face à ce danger. Cette attitude relève d'un *crime pur et simple* commis envers les travailleurs car elle fournit une aide importante à la bourgeoisie en empêchant le regroupement des forces anticapitalistes. En outre, c'est laisser la grande masse des travailleurs baigner dans l'apolitisme ou les soumettre à l'emprise de l'influence des sociaux-démocrates, de la pseudo-« extrême gauche » et des faux mouvements alternatifs, symbolisés par ATTAC, les Verts et José Bové.

En conséquence, tous ceux qui refusent de faire de l'unification du mouvement marxiste-léniniste c'est-à-dire du regroupement de tous les marxistes-léninistes authentiques au sein d'un seul Parti la tâche principale des communistes de notre époque, et donc de donner à ce travail *la priorité absolue* sur toutes les autres tâches bornées que se sont fixées chaque groupe, se trompent et trompent leurs militants. Les chefs de ces groupes en porteront la responsabilité historique et ne pourront pas dire « qu'ils ne savaient pas » ou « qu'ils ne pouvaient pas imaginer » ! Ils devront seulement reconnaître qu'ils n'étaient pas à la hauteur des tâches exigées par les bouleversements de leur époque, bref, qu'ils n'avaient de « marxiste-léniniste » que l'étiquette politique ! Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ces mêmes « marxistes-léninistes » autoproclamés, quand ils sont amenés à envisager le combat contre le racisme et le fascisme, se « complaisent à ne pas dépasser le niveau bourgeois » ! (dont nous allons voir ensuite en quoi il consiste).

« L'antifascisme » des courants démocrates-bourgeois est toujours circonscrit à ce qui est permis par l'idéologie petite-bourgeoise. Cet « antifascisme » est donc incapable de comprendre le fascisme dans sa globalité économique, politique et sociale. Cet « antifascisme » est ainsi contraint de se traîner à la remorque du fascisme et il est toujours incapable de s'y opposer efficacement puisque retardant toujours d'une longueur sur la réaction. Cet « antifascisme » ne peut pas guider les travailleurs dans leur combat contre le fascisme, qui est en définitive une partie intégrante du combat plus général contre l'impérialisme et le joug du Capital. Cet « antifascisme » ne peut donc en définitive que servir la réaction, en refusant de mobiliser les forces révolutionnaires. C'est dans ce sens qu'Henri Barbusse disait :

« Tout ce qui n'est pas révolutionnaire est conservateur — même les réformistes sont absorbés à mesure dans le bloc de conservation sociale —, même les neutres et les indifférents y pèsent de leur poids mort... Qu'on le répète pour enfoncer le clou : S'il n'est pas révolutionnaire, le non-conservateur, quoi qu'il dise ou fasse, est conservateur. Le juste milieu est une réaction qui se voile la face. » ²⁰

Voilà ce qu'il en est des traits essentiels du fascisme et des axes de lutte à développer contre ce danger. ²¹

Le racisme est une des composantes du fascisme, mais il ne lui est pas réductible : le racisme est simplement ce paratonnerre dont use la bourgeoisie pour affaiblir le mouvement ouvrier et l'engager plus aisément sur la voie du fascisme.

Cela est si vrai qu'aujourd'hui la social-démocratie reprend les thèmes de campagnes racistes d'ordinaire en usage chez les fascistes, en essayant de les rendre plus présentables (ce pourquoi il faut leur ôter leur vernis raciste). Les discours racistes d'aujourd'hui ne sont plus ceux du racisme « grossier » d'un Hitler, tentant de démontrer « biologiquement » la « supériorité » d'une race sur les autres afin de justifier sa domination sur les autres peuples, c'est un racisme plus « subtil », qui en revient aux *racines sociales* du racisme, dans le sens qu'il n'est plus un racisme « noirs contre blancs », mais un racisme qui met à nu de manière directe le lien social qui

existe entre le racisme et l'oppression sociale provenant de l'exploitation des immigrés en métropole et du pillage des pays dépendants.

La bourgeoisie française n'est pas encore suffisamment menacée aujourd'hui pour recourir aux méthodes fascistes de gouvernement, ce qui ne l'empêche nullement d'utiliser l'arme de la discrimination pour entraver le regroupement de forces des travailleurs.

Les discours des politiciens « insécuritaristes » ont cet autre « avantage » qu'ils contribuent à préparer l'opinion à un futur régime fasciste. C'est évident quand Nicolas Sarkozy coupe l'herbe sous le pied au FN en se proposant de « passer au karscher » la « racaille » des banlieues.

Cette tendance profonde de la démocratie bourgeoise sous l'impérialisme, c'est la tendance vers la réaction politique que soulignait Lénine. Cette tendance révèle l'impossibilité pour la bourgeoisie d'apporter une solution aux problèmes économiques et sociaux. Acculée face aux échecs inévitables des réformateurs « de gauche » (qui veulent le capital sans le prolétariat), elle doit trouver des boucs émissaires : en la personne des immigrés ils sont tout trouvés ! Les discours racistes et fascistes se ramènent en définitive à : « Les étrangers prennent le travail des français et sont la cause de l'insécurité, sans compter ce qu'ils coûtent au contribuable français » !

En France comme aux USA, la réaction va ainsi jusqu'à « disserter » sur ce que coûte l'immigration clandestine à la société. D'après le Congrès américain, elle concernerait 11 millions de clandestins en 2005 (certains chercheurs parlent de 20 millions) et coûterait annuellement aux services publics 20 milliards de dollars, mais rapporterait également 7 milliards de dollars de taxes et impôts. Une étude généralement acceptée, publiée en 1997 par le Conseil national de la recherche, conclut que le séjour des immigrés, clandestins ou réguliers, a un impact fiscal négatif sur les services locaux et régionaux mais qu'au niveau fédéral ces personnes coûtent moins en services qu'elles ne rapportent en taxes. Ces 13 milliards de dollars de déficit ne sont évidemment qu'une broutille à côté de ce que la bourgeoisie américaine retire de cette main d'œuvre et du pillage des pays dont elle provient. On sourirait presque de savoir que « l'immigration clandestine » est également un des thèmes qui préoccupe actuellement le plus les médias américains quand on met en balance ces 13 milliards de dollars avec les centaines de milliards de dollars dépensés annuellement pour étendre les zones d'influence de l'impérialisme américain.

En France, en 1999, c'étaient 14 millions de personnes qui avaient un parent ou un grand parent d'origine immigrée. En 1999, la population française comptait 4,3 millions d'immigrés (dont seulement 1,5 millions avaient la nationalité française). Près de 40 % d'entre eux étaient originaires d'Afrique occidentale, du Maroc et de l'Algérie. En 2003, sur les 130 000 nouveaux arrivants, 90 000 venaient d'Afrique — la grande majorité des immigrés provient donc des pays inclus dans la sphère d'influence de l'impérialisme français.

Il n'y a pas si longtemps que l'on entendait des voix (celle de Nicolas Sarkozy le premier, alors Ministre de l'Intérieur) s'élever au sein de la bourgeoisie se proposant de remettre au débat les « aspects positifs de la colonisation » dans l'enseignement de l'histoire ! Si la majeure partie des politiciens bourgeois ont préféré remettre à plus tard ce débat sur la révision des programmes scolaires concernant la colonisation, c'est parce qu'ils connaissent trop bien le danger qu'il y a à vouloir réécrire l'Histoire, surtout par les temps qui courent où s'exprime de plus en plus la révolte de la jeunesse d'origine immigrée des banlieues. Si Jacques Chirac a proposé de remettre à plus tard cette discussion, ce n'est pas parce qu'il la désapprouve, mais c'est avant tout pour éviter de rendre trop apparents d'éventuels rapprochements entre le durcissement de la politique discriminatoire et répressive de la bourgeoisie à l'encontre des nouveaux arrivants et des populations d'origine immigrée et la réaffirmation de la légitimité de la mainmise de l'impérialisme français sur ses zones d'influence. Conclure sur un bilan « globalement positif » de la colonisation française en Afrique, c'est porter aux nues le néo-colonialisme « démocratique », tout en se réservant le droit de se livrer ultérieurement à des interventions armées ouvertement coloniales en Françafrique quand le besoin s'en fera sentir !

L'hypocrisie de la bourgeoisie atteint donc des sommets quand elle proclame que, certes, elle rejette les immigrés « en situation irrégulière » (ceux auxquels elle n'a pas daigné accorder un titre de séjour), mais qu'elle est par ailleurs prête à accueillir les immigrés « en règle » : « l'immigration légale » est en effet l'immigration qui rapporte à l'impérialisme, *en monnaie sonnante et trébuchante* !

Pour les immigrés qui ne remplissent pas ce critère d'entrée, il est aujourd'hui quasiment impossible de se procurer un titre de séjour, même dans le cas d'un conjoint de français.

Au moment où les pays exploités durcissent les mesures prises à l'encontre des immigrés en situation irrégulière et de leurs enfants, les politiciens bourgeois cherchent à légaliser « l'immigration choisie ». Ce que les pays impérialistes font depuis plus d'un siècle en cachette, « sous le manteau » de procédures d'entrée sélectives et restrictives, la bourgeoisie française cherche aujourd'hui à le faire au grand jour, sans avoir à donner d'autre justification que « nous n'avons pas besoin de cet immigré-là à l'heure actuelle, il ne nous apporte rien que nous n'avons déjà en pagaille : de la main d'œuvre docile, peu qualifiée et bon marché », sans avoir à risquer de se sentir complexée ni d'éprouver de honte !

Le 19 mai 1985 sur TF1, Jean-Marie Le Pen conseillait d'expulser plusieurs centaines de milliers d'étrangers, « d'abord les immigrés illégaux, ensuite ceux qui sont actuellement chômeurs ou délinquants. » Il ne se prononçait donc pas contre l'immigration *en général*, mais en faveur d'une forme « d'immigration choisie » !

Fin 2005, soit un peu plus de 20 ans après, Nicolas Sarkozy reprenait le programme du FN et demandait l'expulsion des délinquants d'origine immigrée. Début 2006, avec le projet de réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA), Nicolas Sarkozy entendait durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'« intégration » de la famille), et annonçait déjà « l'immigration choisie » : ne sera « acceptable » que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. En d'autres termes, c'est le pillage des diplômés formés à grand-peine dans les pays dépendants pour palier à des manques de main-d'œuvre sectoriels en métropole ! Lors de son voyage en Afrique au mois de mai 2006 pour présenter son projet de réforme du CESEDA aux politiciens corrompus de la françafrrique, Nicolas Sarkozy a du affronter la colère justifiée d'africains venus lui dire que sa « visite, elle, n'avait pas été choisie » et d'ajouter : « raciste » « néo-colonialiste » ! A Cotonou au Bénin ou à Bamako au Mali, c'est cet accueil lui a été réservé. Face à ce déluge de mesures discriminatoires, on a entendu certains reprocher à Nicolas Sarkozy d'avoir « trahi », étant lui-même « fils d'immigré », pourtant, l'incohérence n'est qu'apparente. S'il est vrai que Sarkozy est effectivement un « fils d'immigré », il est non moins vrai que ses origines sont celles d'une famille d'aristocrates hongrois (des propriétaires terriens) ayant fui la Hongrie non pas en 1939 face aux nazis, mais en 1944 devant les victoires de l'Armée Rouge et donc quand le spectre du communisme se profilait à l'horizon... La fuite de riches dissidents « de marque » était alors pour la bourgeoisie occidentale assimilable à une « immigration choisie ». On ne peut donc pas mettre dans le même panier les immigrés « choisis » (riches ou diplômés et ayant donc le souci de bien « faire leur nid » dans la société bourgeoise) avec les immigrés n'ayant que leur force de travail à revendre (et donc intéressés au renversement de l'oppression capitaliste) !

Dans la même veine réactionnaire et sécuritaire, le 1^{er} juin 2006, Ségolène Royal (présidentiable PS) brisait le monopole sécuritaire du gouvernement Sarkozy-Villepin, soucieuse de récupérer l'électorat de l'UMP en proposant « l'encadrement militaire » des jeunes d'origine immigrée de plus de 16 ans « dès leur premier acte de délinquance » et la mise sous tutelle des allocations familiales « dès la première incivilité » des élèves ! Ainsi les droits fondamentaux des immigrés sont bafoués et ces derniers *légalement* réduits à des « citoyens de seconde zone » ! Comment les politiciens prétendant lutter contre le racisme et l'intolérance peuvent-ils ensuite être crédibles quand ce sont les premiers à institutionnaliser la discrimination des populations d'origine immigrée ? Le *Rapport annuel 2005* de l'Observatoire Européen des Phénomènes Racistes et Xénophobes (EUMC) soulignait cet aspect contradictoire de la politique officielle :

« Des messages potentiellement contradictoires sont émis : d'un côté les politiques de l'Union Européenne luttent contre toute manifestation de racisme sur le marché du travail, et de l'autre les politiques de certains Etats membres restreignent les droits des ressortissants de pays tiers ».

Mais bien sûr, comme nous l'avons vu précédemment, cette contradiction n'est pas accidentelle : elle est nécessaire pour donner le change aux naïfs et à leurs ONG « anti-racistes » tout en poussant les travailleurs sur le chemin du racisme.

Ce même rapport de l'EUMC souligne que partout en Europe, certains secteurs du marché du travail sont en train de « s'ethnicher », l'immigration fournissant le gros de la main d'œuvre dans les secteurs de l'économie les plus mal rémunérés et où les conditions de travail sont les plus mauvaises — en bref, dans les secteurs où l'exploitation de la main d'œuvre salariée est la plus brutale. Que les esclaves les plus opprimés de la bourgeoisie doivent également endurer et subir le racisme et les discriminations de la part d'autres travailleurs, ce n'est pas non plus un accident, mais un de ces « raffinements subtils » (propres au tortionnaire) dont est si friand le Capital. Dans cette logique, la bourgeoisie sera peut-être amenée un jour à légiférer sur un système de castes, avec des métiers réservés aux immigrés et d'autres plus valorisants et mieux rémunérés réservés aux « bons français » ! Il ne faudra alors plus faire que quelques pas pour en revenir aux méthodes de l'esclavage antique !

Plus la société bourgeoise se développe, plus le racisme perd son apparence d'un simple conflit de « races » (ou de communautés), plus se dévoile son contenu de classe, son contenu anti-prolétarien et plus apparaît évident cette vérité que la lutte contre le racisme et les discriminations ne peut être menée en dehors de la lutte générale contre le capitalisme.

Avec le développement de la « démocratie », c'est-à-dire du commerce international et de l'exploitation capitaliste-impérialiste qui engendrent un important brassage des populations, les nations tendent de plus en plus à apparaître comme des sociétés divisées en deux grands camps antagonistes, non pas en fonction de la couleur de peau, mais en fonction de l'appartenance à telle ou telle classe sociale. On ne peut comprendre le racisme si l'on en reste à sa définition bourgeoise, quant à le combattre sans comprendre...

S'il est vrai que la science a depuis longtemps réfuté le concept de race appliqué à l'espèce humaine, il est non moins vrai que cette réfutation revêt la même valeur que la réfutation des dogmes religieux :

« La lutte antireligieuse ne peut se borner à des prêches d'idéologie abstraits, elle ne peut pas se ramener à cela, elle doit être liée à la pratique concrète du mouvement de classe, qui tend à supprimer les racines sociales de la religion. Pourquoi la religion tient-elle encore dans les couches arriérées du prolétariat des villes, dans la généralité des semi-prolétaires, et le gros des paysans ? A cause de l'ignorance du peuple, répond le progressiste bourgeois, le radical ou le matérialiste bourgeois. Donc : à bas la religion, vive l'athéisme, la propagande des idées irréligieuses est notre tâche principale. Le marxiste dit : ce n'est pas juste. C'est une vue superficielle. C'est

une façon bornée, bourgeoise de « répandre les lumières ». C'est une vue insuffisamment profonde, qui expose les causes de la religion d'une manière idéaliste et non matérialiste. Actuellement, dans les pays capitalistes, les racines de la religion sont surtout *sociales*. L'écrasement des masses laborieuses dans la société, leur apparente impuissance devant les forces aveugles du capitalisme, qui cause aux travailleurs chaque jour, à chaque heure, des souffrances mille fois plus terribles et des tortures mille fois plus sauvages que les catastrophes comme les guerres, les tremblements de terre, etc..., voilà la racine la plus profonde de la religion à notre époque. »²²

Face au capitalisme, la réfutation purement « scientifique » du racisme et la lutte sur le terrain purement « idéologique » contre celui-ci est *nécessairement* insuffisante, puisqu'elle fait fi des conditions économiques et sociales qui engendrent et renforcent à chaque heure ces tendances racistes : l'oppression que le capitalisme exerce sur toutes les sphères de la société bourgeoise, la concurrence exacerbée entre les travailleurs qu'elle divise et rend ennemis. Cette division est évidemment renforcée entre les différentes communautés qui vivent sur un même territoire. La bourgeoisie ne peut évidemment pas *regarder en face* ces causes économiques objectives du racisme (un même obscurantisme règne concernant « l'explication » bourgeoise-républicaine du fascisme). Pour tromper les travailleurs, elle doit donc inventer une explication pas trop « abracadabrantesque » et c'est là que les recettes subjectivistes miracles de la psychologie viennent à la rescousse :

« Les attitudes racistes combattues par de nombreuses organisations tiennent pour une bonne partie à des raisons psychologiques. Elles se fondent sur des réactions de peur face à l'altérité et à l'incompréhension de l'inconnu, qui engendrent des sentiments de haine et une violence parfois mal maîtrisée. C'est précisément la complexité du phénomène qui rend difficile le combat contre le racisme. »²³

De quel plus beau constat d'impuissance peut-on rêver ? Autant dire qu'aussi longtemps que la lutte contre le racisme est détachée de la lutte pour le renversement des conditions économiques capitalistes qui engendrent quotidiennement le racisme, donc de la lutte pour la révolution socialiste, le « combat antiraciste » est condamné à demeurer un combat donquichottesque !

Evoquant les racines sociales des guerres et du racisme, Staline soulignait très justement ce que tous nos « humanistes » n'arriveront jamais à comprendre, c'est-à-dire le fait que

« La méfiance nationale, l'isolement national, la haine nationale, les conflits nationaux, ne sont bien entendu point stimulés ni entretenus par je ne sais quel sentiment « inné » d'agressivité nationale, mais par la tendance de l'impérialisme à asservir les nations étrangères et par la peur qu'éprouvent ces nations face à la menace de l'asservissement national. Il est hors de doute que tant que subsistera l'impérialisme mondial, subsisteront cette tendance et cette crainte. Et, par conséquent, dans l'immense majorité des pays subsisteront et la méfiance nationale, et l'isolement national, et la haine nationale, et les conflits nationaux. »²⁴

Les démocrates petit-bourgeois s'imaginent naïvement que le racisme est une tendance psychologisante subjective et que les simples lumières de la science ou de la raison sont capables d'en venir à bout : tout se ramène en définitive à la question « comment changer les mentalités ? ». D'autres pensent que la solution est dans des « modèles d'intégration » tels que le « modèle sportif » et particulièrement celui du milieu du football, qui démontre soi-disant que les immigrés peuvent aussi « réussir », comme si tous les jeunes des banlieues pouvaient devenir des sportifs millionnaires ! D'autres naïfs s'imaginent régler les problèmes sociaux par une simple « extension de la démocratie » : « à quand des maires noirs ou beurs ? », demandent-ils. Telles étaient les « idées neuves » qui circulaient (gisaient ?) sur le plateau d'un débat télévisé récent.²⁵ Ces « innovateurs » feraient bien de jeter un coup d'œil outre-Atlantique : non seulement les américains ont une foule de sportifs de hauts niveaux, d'acteurs et de chanteurs de couleurs, mais dès les années 1980, des maires noirs furent élus à Chicago, Philadelphie, New York et d'autres villes de tout le pays. En 2000, l'équipe gouvernementale de Bush fils comptait même parmi les plus hautes fonctions pas moins de deux afro-américains : Colin Powell et Condoleezza Rice !

De ceci, on devrait déduire selon cette « logique » que le problème de la discrimination et du racisme est en bonne voie d'être solutionné aux USA ! Bien sûr que non, évidemment : qu'une petite minorité de « gens de couleur » privilégiés ou arrivistes ait pu se hisser aux plus hauts sommets de la société bourgeoise n'empêche pas que pour l'immense majorité des afro-américains et des hispaniques, c'est-à-dire ceux qui sont prolétarisés, il faut quotidiennement affronter les discriminations !

D'ailleurs, les « Zidane », « Jamel Debbouze », « Sami Naceri » et autres parvenus « d'origine immigrée » que la bourgeoisie aime à exhiber devant la jeunesse des banlieues comme de parfaits « exemples de réussite sociale et d'intégration » ne sont-ils pas déjà assez nombreux pour prouver que le problème n'est pas celui du « racisme biologique » bête et méchant, mais celui de l'appartenance à telle ou telle classe sociale ?

Quels sont donc ces « débats » sur le racisme qui nous sont présentés dans les médias bourgeois ? Ce sont des pseudo-débats mettant en scène des bourgeois-démocrates qui discoursent gravement sur la nécessité de lutter contre les manifestations des discriminations et du racisme, sans jamais bien sûr mettre le doigt sur leurs causes économiques objectives. « On se complait à ne pas dépasser le niveau bourgeois » pour reprendre le mot de Karl Marx !

En outre, mis à part quelques interviews différées de jeunes d'origine immigrés bien « propres » (c'est-à-dire copieusement diplômés et ayant bien le souci de « l'intégration »), la jeunesse prolétarienne des banlieues, celle qui souffre quotidiennement du racisme, des discriminations et des provocations policières, celle qui ne se voit

aucune perspective d'avenir, n'était *pas du tout* représentée dans ce faux débat qui n'a jamais été en mesure de dépasser le niveau des bondieuseries bourgeoises-démocratiques. Les esprits les plus « critiques » n'ayant en effet été capables que de souligner le décalage existant entre les « principes d'universalité » de la « république démocratique » — c'est-à-dire la proclamation de « la liberté, de l'égalité et de la fraternité » pour tous —, et la réalité quotidienne vécue, faite de précarité, de discriminations et d'humiliations. Au mieux, on a vaguement évoqué « l'égalité formelle », pas réelle et on a rattaché ce décalage non pas au système capitaliste, mais à la « crise économique ». Un phénomène « passager » en somme !

Rien de surprenant donc à ce que les travailleurs d'origine immigrée se désintéressent massivement de ce jeu de dupe organisé par les capitalistes que sont les élections : si les taux moyens d'abstention sont généralement élevés aux élections dans les pays bourgeois (de l'ordre de 50 % aux USA et de 30 % en France), ils le sont encore bien davantage au sein de la population d'origine immigrée qui n'attend plus rien de la politique officielle depuis bien longtemps ; et cela d'autant plus qu'à droite comme à « gauche » s'instaure le consensus sécuritaire parallèlement au fait que de l'extrême droite à « l'extrême gauche » émerge un véritable consensus sur le « nécessaire » contrôle de l'immigration. Les politiciens bourgeois font peu de cas du fait qu'il n'existe aucune perspective réelle pour la jeunesse et les travailleurs des pays néo-coloniaux et que pour la plupart des jeunes des banlieues, l'avenir semble bouché.

Que peut *concrètement* faire la « république universelle » pour donner une chance non pas à *quelques-uns* de ces jeunes issus de l'immigration, mais à *tous* ces jeunes ? Rien, puisque tant que durera le capitalisme, la majorité sera forcément exploitée par une minorité ! Que la minorité esclavagiste compte quelques immigrés comme « caution morale », peu importe, puisque l'esclavage restera le même pour l'immense majorité de la population immigrée ! Peut-être pas tout à fait le même, cependant, puisque la formation d'une élite d'origine immigrée ne peut qu'aider la majorité exploitée des populations d'origine immigrée à comprendre que le chômage, la précarité, les discriminations et le racisme persisteront, cette minorité n'ayant que fait prendre place aux côtés des exploités.

De plus en plus, pour miner l'alliance objectivement nécessaire de tous les travailleurs, indépendamment de leur communauté d'origine, la bourgeoisie sera amenée à renforcer les mesures discriminatoires visant à marginaliser tel ou tel groupe social afin d'empêcher la formation de ce front uni contre le Capital.

Pour justifier la discrimination et la répression, la bourgeoisie montre les banlieues comme des repaires de casseurs et de délinquants. Mais faut-il s'étonner que dans des quartiers concentrant de forts taux de chômage, le besoin de jeunes sans perspectives favorise la délinquance ? Faut-il également s'étonner du fait que le vol des biens d'autrui soit aussi commun dans une société ayant pour base la propriété privée et donc le dépouillement institutionnalisé des travailleurs ? Toutes les formes de vol ne sont pas « légales » sous le capitalisme ! Quand bien même certaines formes de vol sont *en théorie* « illégales », la *pratique* distingue toutefois des exceptions : les « Clearstream » de Chirac, Villepin et C^{ie} ainsi que les « affaires » des autres magouilleurs du même type (Pasqua et Tapie en France ; Enron aux USA) sont une forme de ce que la bourgeoisie considère habituellement comme un « vol », pourtant, ce vol est « légal » ou tout au moins toléré, puisqu'il se fait en toute impunité... En revanche, quand un jeune désœuvré et désabusé des banlieues vole un autoradio ou une moto, c'est un criminel qu'il faut châtier sévèrement !

Qu'on ne se méprenne pas sur ces paroles : elles signifient seulement que les communistes sont autant les ennemis des formes « institutionnalisées » ou tolérées de vol (esclavage salarié, fraude des classes possédantes), que des formes « illégales » (grand banditisme, délinquance). Le banditisme et la délinquance sont le fait du lumpenprolétariat. Le lumpenprolétariat est littéralement, pour reprendre la définition donnée par Karl Marx, le sous-prolétariat. Il est constitué par les éléments déclassés que la société bourgeoise en décomposition a fait tomber si bas qu'ils ne trouvent pas d'autres issues pour survivre que la violence, le vol, la drogue.

Depuis les millénaires qu'existent des sociétés basées sur l'exploitation, s'épanouit à une grande échelle le vol. Sous le socialisme, *aucune* forme d'exploitation (vol légal) ou de vol illégal du travail d'autrui ne peut être tolérée : chacun doit vivre de son propre travail ! Le vol est le moyen auquel ont recours ceux qui n'ont pas la propriété des moyens de production (à l'instar de la bourgeoisie), mais qui sont éblouis par le clinquant du luxe dont les exploités font étalage. Désireux de faire à tout prix partie des « gagnants » du système capitaliste, ceux-là n'ont pas d'autre choix que de recourir à d'autres formes de dépossession des travailleurs, ou même des exploités — ce qui revient alors à aller chercher la richesse là où elle est la plus concentrée !

Le lumpenprolétariat, ce « prolétariat ruiné », est incapable de résister à la pression de la bourgeoisie : le banditisme et la délinquance ne sont donc nullement l'expression d'une révolte contre la société bourgeoise. Le banditisme et la délinquance constituent une sorte « d'échelle sociale », dont l'usage est certes fort risqué. Le banditisme et la délinquance sont en somme les moyens d'enrichissement réservés aux lumpens ! Il est certain que l'impérialisme amplifie le phénomène de lumpenprolétariat et de criminalité qui l'accompagne, particulièrement dans les banlieues où le chômage et la misère sont exacerbés.

Le banditisme et la délinquance non seulement ne remettent pas en cause la domination de la bourgeoisie, mais elles lui fournissent même des armes idéologiques supplémentaires pour renforcer l'arsenal (idéologique comme policier) de la réaction.

Il y a une différence de taille entre la perspective bourgeoise-individualiste des trafiquants et les délinquants qui s'adonnent au trafic de drogue ou au vol pour atteindre l'idéal du niveau de vie du bourgeois, et les communistes qui à travers l'expropriation des exploités, veulent rendre leur dû aux exploités et donner à tous les travailleurs honnêtes les moyens de ne plus avoir besoin de chercher à s'approprier le travail des autres. On voit que les moyens et les buts diffèrent fondamentalement !

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les banlieues qui ont flambé fin 2005, n'étaient pas celles où était installé le banditisme (grands trafiquants de drogue, vente d'armes, prostitution, etc.), comme l'ont établi des rapports de la DST et des RG : ces jeunes délinquants et trafiquants ne voulaient en effet pas voir leurs affaires parasitées par les hurts de jeunes révoltés avec la police.

Toutes les formes de dépossession (légale ou illégale) des travailleurs sont le *produit* d'une société basée sur l'*exploitation*. Le capitalisme, qui aime souvent à « crier au voleur », a d'ailleurs lui-même su user habilement de ces deux formes de dépossession : les puissances colonialistes ont ainsi volé impunément les terres appartenant à des peuples économiquement retardataires.

Le banditisme et la délinquance fournissent en outre à la bourgeoisie la possibilité de faire campagne sur la « protection de la propriété des travailleurs » acquise au prix de leur labeur, et permettent ainsi de renforcer le sentiment de la propriété privée même au sein des masses exploitées qui en sont dépossédées ! La bourgeoisie « confond » en effet allègrement comme on le sait la propriété des moyens de production (qui lui confère sa puissance économique et politique), avec la propriété des travailleurs sur les objets de consommation courante (nourriture, habillement), propriété qui exclut la propriété des moyens de la reproduction de leur existence et les voue à l'exploitation.

La propriété du logement est la seule exception : cette propriété très limitée du travailleur sur les moyens de reproduction de sa vie immédiate ne remet en effet pas en cause la propriété privée bourgeoise sur les autres moyens de production. Pourtant, même cette propriété tend à disparaître parallèlement avec la baisse du niveau réel des salaires qui exclut l'achat (même à crédit) d'une maison (qui profite aux banquiers, c'est-à-dire à la bourgeoisie usuraire). De plus en plus, la propriété du logement est confiée à une autre catégorie d'exploiteurs : les propriétaires immobiliers. La production de la force de travail humaine devient alors un investissement productif comme un autre, et un moyen supplémentaire d'exploiter les travailleurs, ce dont les propriétaires immobiliers profitent allègrement, surtout au moment où les travailleurs sont de moins en moins en mesure de faire eux-mêmes construire (ce qui provoque l'inévitable hausse des loyers dont pâtissent actuellement les travailleurs qui voient ainsi leur situation encore s'aggraver !).

En conclusion, le développement du lumpenprolétariat fournit à la bourgeoisie un alibi de choix 1° pour renforcer la discrimination légale de l'ensemble de la population d'origine immigrée, 2° pour marginaliser davantage les travailleurs d'origine immigrée vis-à-vis des travailleurs d'origine non immigrée, excitant ainsi les haines entre communautés, 3° pour amalgamer les actions de ce lumpenprolétariat avec le combat révolutionnaire, permettant ainsi de justifier et d'accentuer les mesures de répression prises à l'encontre de la jeunesse ouvrière et révolutionnaire des banlieues.

En usant des discriminations et des discours sécuritaires, la bourgeoisie cherche à détourner la colère des travailleurs en pointant du doigt de faux problèmes : le racisme consiste ainsi à rendre responsable un groupe social de la crise économique, sociale et politique, en l'accusant d'être l'élément perturbateur et destructeur. La discrimination sécuritaire n'a pas d'autre but.

Il serait dangereux de sous-estimer l'impact de ces idées véhiculées par les exploités, car ces idées sont susceptibles de remporter un soutien massif parmi les travailleurs exploités et dépolitisés : d'après un sondage mené en novembre 2005 par l'institut CSA, 1/3 des Français se déclare raciste, sans toutefois préciser dans quelle acceptation du terme. Toujours selon la même enquête, 63 % de la population pense que « certains comportements peuvent justifier des réactions racistes ». En outre, 56 % des Français déclarent que la présence étrangère est trop importante !

Cette tendance n'est pas « spécifique » au capitalisme français, mais concerne l'ensemble des pays bourgeois et bien entendu les grandes métropoles impérialistes. Des USA à l'Allemagne, de la Grande Bretagne à l'Italie et à l'Espagne, le capitalisme divise les travailleurs en tentant de marginaliser la couche la plus exploitée des travailleurs.

L'histoire du développement des sociétés humaines est donc là pour démontrer que le racisme — sous ses formes « ouvertes » comme « camouflées » — a toujours été une arme idéologique « de choix » pour les exploités.

Plus que jamais, les communistes doivent donc aujourd'hui se focaliser sur la construction d'une véritable alliance entre *tous* les travailleurs et il ne faudra tolérer aucune forme de racisme ou de discrimination sous peine 1° d'obscurcir la conscience de classe des travailleurs, donc 2° de les détourner de leur véritable combat pour l'abolition de l'esclavage salarié, et ainsi 3° de renforcer l'influence et la pénétration des idées chauvines, nationalistes et racistes qui rompraient immanquablement le front prolétarien, ce qui à terme fraierait inévitablement la voie au fascisme. Gardons bien à l'esprit le fait que

« L'antisémitisme profite aux exploiters, comme paratonnerre pour que le capitalisme échappe aux coups des travailleurs. L'antisémitisme est un danger pour les travailleurs, car c'est une fausse route qui les égare hors du droit chemin et les conduit dans la jungle. »²⁶

L'antisémitisme est une *forme particulière* du racisme auquel s'applique entièrement cette définition. Les travailleurs doivent comprendre que ni les « problèmes d'immigration » ni les « problèmes d'insécurité » ne sont les *causes* de la crise économique, sociale et politique : ces problèmes ne sont que les *produits* et les *conséquences* de la crise économique, sociale et politique dans laquelle s'enfoncé toujours plus la société bourgeoise en face de laquelle la bourgeoisie n'a rien d'autre à proposer que des mesures réactionnaires qui aggravent cette crise.

3° D'OU VIENT LA VERITABLE INSECURITE ?

Par « insécurité », les médias bourgeois entendent les manifestations de la révolte de la jeunesse issue des banlieues. Quant à se demander si cette violence ne provient pas de son mal de vivre et de son absence de perspectives, c'est une « toute autre question ». Au mieux on pointe du doigt les « inégalités sociales » et les « discriminations injustes », sans évidemment en expliquer les causes et donc sans jamais remettre fondamentalement en cause le système capitaliste.

Ce n'est évidemment pas la mise en place de « foyers d'insertion » ou de « médiateurs » qui pourront solutionner l'insécurité dont cherche à se débarrasser la bourgeoisie ! Pour la bourgeoisie, ces mesures sont la panacée — la « carotte » en quelque sorte. Mais comme la carotte ne peut pas suffire — il faut dire que trop de jeunes prolétaires se disputent la même carotte ! —, le chômage, la précarité et les discriminations ne disparaissent pas, et il faut ainsi pour la bourgeoisie nécessairement en passer par le « bâton » : c'est là qu'intervient le renforcement d'une « police de proximité ».

Les médias bourgeois montrent cette « police de proximité » comme une police plus « humaine », connaissant bien la réalité des « quartiers difficiles », « intégrée et appréciée » par la jeunesse des quartiers. C'est le souhait des politiciens bourgeois, mais c'est très loin d'être la réalité, car la jeunesse (et plus particulièrement encore la jeunesse des banlieues) a bien compris que l'appareil policier n'était que la trique dont use l'ordre social qui les marginalise. C'est ce que prouve le nombre croissant de « bavures » policières à l'encontre des jeunes des banlieues issus de l'immigration (Cf. *Rapport annuel 2005* de l'EUMC).

Qu'a donc à proposer cette « police de proximité » comme *solutions positives* aux problèmes quotidiens que rencontrent les jeunes d'origine noire ou maghrébine ?

Cette « police de proximité » peut-elle résoudre le problème du chômage et donner du travail à la jeunesse des banlieues ? Cette « police de proximité » peut-elle faire cesser le racisme ainsi que les discriminations à l'embauche et dans la recherche d'un logement dont sont victimes ces jeunes ? Non, bien sûr !

Même si cette police intégrait massivement des jeunes d'origine immigrés, elle resterait impuissante et ne perdrait pas son rôle *uniquement répressif*. Cela ne ferait que rendre plus évident le fait que derrière la question des discriminations et du racisme, il y a la question sociale, la question de savoir de quel côté se trouve telle ou telle personne : du côté des prolétarisés ou du côté des exploiters, et de ce fait que mettre à nu un peu plus évidemment la contradiction principale sous le capitalisme.

« L'insécurité » dont nous rabâchent les oreilles les médias et les politiciens bourgeois n'est pas l'insécurité qui préoccupe le plus les travailleurs.

Il existe un *véritable* problème d'insécurité en France, mais ce n'est pas l'insécurité dont font leurs choux gras les médias et les politiciens bourgeois : la véritable insécurité, c'est celle dans laquelle sont quotidiennement contraints de vivre les travailleurs.

La *véritable insécurité*, c'est d'abord celle de l'esclavage salarié, celle d'une vie de corvéable à merci... remerciable dès que les corvées viennent à manquer ou qu'un autre exploité se trouve mieux exécuter les corvées ! C'est donc le joug quotidien du patronat omnipotent sur ses esclaves !

La *véritable insécurité*, c'est ensuite les loyers qui flambent et qui grèvent encore le salaire des travailleurs, c'est aussi la précarité, les petits boulots, l'intérim, le chômage pour tous ceux qui n'ont pas la chance d'avoir un employeur sur le dos à temps complet !

Selon les chiffres officiels du chômage (chiffres largement sous-estimés), le nombre de chômeurs en France était de 2,5 millions en 2005. Parmi ces chômeurs, la moitié avait moins de 25 ans. Si les politiciens bourgeois parlent à l'occasion de « baisses du chômage », ils oublient qu'il s'agit toujours de baisses ponctuelles de faible envergure, le plus souvent imputables à la trituration des statistiques, et en tout cas bien incapables d'éradiquer le chômage *structurel* massif... En 2005, l'Europe des 15 comptait selon les statistiques officielles près de 12 millions de chômeurs, l'Europe des 25, un peu moins de 20 millions. Ces chiffres officiels sont bien entendu largement sous-estimés : en France par exemple le nombre réel de demandeurs d'emploi est plus proche de 5 millions que de 2,5 millions — ce qui représente 18 % et non 9 % de la population active —, comme l'a démontré récemment un agent de l'ANPE en colère.²⁷

Même chose aux USA, pourtant hypocritement cités en exemple de pays à « bas chômage » par la bourgeoisie impérialiste internationale : les USA ont connu une hausse du taux de chômage officiel de 4,4 % à 6,4 % entre 2000 et 2004. Il faut savoir que Reich, ministre du Travail sous Clinton, avait affirmé : « ces chiffres sont très sous-estimés et en appliquant les mêmes critères qu'en France pour décompter les chômeurs, il y en aurait plus de 12 % aux USA » !...

Pour les jeunes issus de l'immigration ou de parents immigrés, cette insécurité est démultipliée par un autre facteur : la discrimination raciale.

La jeunesse des banlieues doit quotidiennement subir les discriminations à l'embauche. C'est un fait incontestable quand on sait que le taux de chômage chez les jeunes d'origine immigrée est le double ou le triple du taux de chômage moyen chez l'ensemble des jeunes. Dans beaucoup d'entreprises, il existe un véritable racisme latent à l'égard de jeunes ayant le « profil type » de « jeunes à problèmes » : des tests ont démontré qu'à qualification et à expérience égale, le CV d'un jeune d'origine noire ou magrétine avait beaucoup moins de chance d'être retenu que les autres. Des tests de discrimination récents menés dans plusieurs pays d'Europe (en Finlande, en France, en Espagne et en Allemagne) ont démontré qu'à qualification égale, le CV d'un jeune d'origine immigrée avait deux à trois fois moins de chances de déboucher sur un entretien que le CV référence d'un non-immigré. La discrimination à l'embauche n'est pas l'exception, mais la règle ! Face à cette discrimination, la « solution » est toute trouvée : pour certains, elle consiste à cacher les noms de consonance étrangère sur le CV !

S'ajoute également la discrimination raciale dans le cadre de la recherche d'un logement et donc la difficulté pour trouver un logement ailleurs que dans les cités défavorisées qui sont un facteur objectif favorisant la ghettoïsation et le repli communautaire. Un peu partout dans les grandes agglomérations européennes, depuis Barcelone à Rotterdam en passant par Chypre, on observe ainsi une forte ségrégation territoriale des populations immigrées. Les pays d'ex Europe de l'est ne sont pas épargnés : en République Tchèque, en Slovaquie, en Lituanie et en Hongrie, c'est la population rom qui est victime de ces discriminations. S'ajoute ainsi pour la jeunesse de ces quartiers un véritable « délit de sale gueule » qui rend infiniment plus intense cette insécurité et qui rend infiniment plus difficile toute tentative « d'intégration ». Parler « d'intégration » alors que le chômage massif touche la jeunesse des banlieues relève au mieux de l'aveuglement et de l'ignorance, plus probablement de l'escroquerie. Quant à la source unique de cette *insécurité*, c'est le *capitalisme*, la *production marchande*, qui dépouille les esclaves salariés du produit de leur travail et les excite les uns contre les autres. Mais pendant ce temps au moins, les classes exploiteuses vivent tranquillement.

Les associations (comme SOS racisme — association parachutée par les milieux proches du PS dans les années 1980) prétendant « lutter » contre le racisme, tout en détachant son existence de celle de l'*exploitation capitaliste*, sont en fait des auxiliaires de la bourgeoisie qui n'ont pour seule fonction que de cacher la source économique du racisme. Cette « lutte » est du même type que la « lutte » pour la « démocratie », pour « l'égalité », la « fraternité », etc. Cette « lutte contre le racisme » est un slogan creux qui n'a *aucune chance* d'aboutir et de donner des résultats concrets : les « solutions » proposées par ces associations ont la même valeur que les « futiles projets de réformes » altermondialistes de surveillance des entreprises monopolistes et des banques que dénonçait déjà Lénine.²⁸ En somme, elles ont pour fonction de détourner la jeunesse prolétarienne des banlieues de la lutte révolutionnaire. Objectivement, ces associations ne sont donc qu'un *leurre* et un *piège* pour ceux qui subissent au quotidien les discriminations et le racisme : elles ont en effet pour fonction de détacher les revendications politiques de la jeunesse des banlieues des revendications économiques nécessaires à sa libération sociale, et c'est pour ceci que ces associations ont le soutien du grand Capital, de ses politiciens et de leurs médias. Il est donc impératif d'affranchir le combat contre le racisme et les discriminations du carcan démocratique bourgeois étroit dans lequel l'enserment ces organisations.

Quant aux organisations qui ne se satisfont pas de ce consensus des exploiters et de leurs laquais autour du racisme et des discriminations, et qui revendiquent l'égalité et la justice *dans les faits*, elles sont rapidement cataloguées comme « dangereuses » et « extrémistes ». Dès lors qu'une organisation ne se satisfait plus des « beaux discours anti-racistes », mais *exige* que l'on aboutisse à des résultats *pratiques* dans la lutte contre le racisme, les discriminations et la violence policière, elle est taxée « d'extrémiste », non seulement par les partis politiques bourgeois, mais également par leurs organisations « anti-racistes » satellites (SOS racisme, MRAP). C'était déjà le cas du *Mouvement de l'Immigration et des Banlieues* (MIB), c'est aujourd'hui encore le cas avec *Tribu Ka*.

Le MIB est une organisation héritière des combats politiques menés tant par l'Etoile Nord Africaine, par le MTA (Mouvement des Travailleurs Arabes) et par le MTI (Mouvement des Travailleurs Immigrés). Dans une interview à Radio Canal Sud en 1997, le MIB remarquait au sujet des violences policières :

« Nos grands frères qui ont 30, 40, 50 ans et qui ont milité avant nous ont toujours protesté contre les violences policières, et ça continue. Ni la droite, ni la gauche, ni aucun gouvernement fait en sorte d'arrêter cette situation. »
« Quand la droite est aux affaires, c'est pareil pour nous... »

Parlant d'SOS racisme, le MIB ajoutait :

« Notre message aux gamins, c'est de ne pas se faire avoir par des mouvements financés par des partis politiques qui sont au gouvernement aujourd'hui et qui ne font rien pour changer la situation dans les quartiers ».

Nous ne saurions trop souligner l'importance de ces éléments sains qui émergent du mouvement naissant de la jeunesse prolétarienne des banlieues, et notamment cette claire conscience du danger de récupération et de détournement des buts du mouvement de la part des Partis politiques et des organisations bourgeoises, bien que celles-ci soient davantage portées sur la condamnation de « l'extrémisme ».

Du point de vue de la bourgeoisie, cette accusation « d'extrémisme » n'est pas dénuée de fondements : tous les Partis bourgeois et leurs organisations « non-gouvernementales » satellites sont impuissantes face aux problèmes que rencontrent quotidiennement les travailleurs et la jeunesse prolétarienne des banlieues. Se donner pour but de s'attaquer réellement à la source du racisme, des discriminations et de la violence policière nécessite que l'on s'attaque au chômage et à la précarité. Cela ne peut donc conduire à terme qu'à la remise en cause du système capitaliste lui-même. C'est dans ce cadre que sont menées les campagnes d'excitation des insécuritaristes. Ces campagnes visent à isoler le mouvement radical naissant des travailleurs d'origine immigrée vis-à-vis des autres travailleurs en général et plus particulièrement du mouvement marxiste-léniniste en reconstruction. La bourgeoisie est bien consciente de ce danger de radicalisation provenant du renforcement des sentiments anti-capitalistes, c'est pourquoi elle s'efforce de « veiller au grain » et de tuer dans l'œuf le développement de ces organisations.

L'organisation *Tribu Ka* a vu récemment interdire son site web par le Ministère de l'Intérieur, parce qu'excitant soi-disant à la « haine raciale » et à « l'anti-sémitisme ». Cette organisation est actuellement menacée d'interdiction. On a vu s'élever un véritable déluge de propagande et de calomnies contre *Tribu Ka*, depuis la presse à grand tirage jusqu'à la télévision. Dans ce déluge, les organisations « anti-racistes » bourgeoises condamnaient bien entendu « l'extrémisme ».

Cette organisation, contrairement aux allégations mensongères de la propagande bourgeoise n'exigeait que l'autodéfense face aux agressions provocatrices de sionistes anti-noirs et anti-arabes (à défaut de la possibilité d'une poursuite judiciaire à l'encontre des agresseurs). Ce qui effraie la bourgeoisie dans de telles organisations, c'est leur discipline, leur cohésion et leur détermination qui porte en germe les possibilités futures que renferme le mouvement de la jeunesse ouvrière des banlieues, mouvement qui prendra des formes d'autant plus radicales et organisées que cette jeunesse sera amenée à comprendre le lien entre la question des discriminations et du racisme avec la question sociale et la nécessité du renversement du capitalisme.

La limite d'organisations comme *Tribu Ka* provient comme nous l'avons dit du fait qu'elles combattent malgré tout sur le terrain désiré par la bourgeoisie : celui de l'opposition entre *communautés* et non sur la base d'une opposition entre *classes*. La bourgeoisie n'a alors aucun mal à faire passer cela dans l'opinion publique pour une « excitation à la haine raciale » et de s'en servir pour attiser davantage les rancœurs et les haines entre ces différentes communautés. Ainsi, les affrontements entre jeunes des banlieues et sionistes « anti-beur » sur la question de l'occupation de la Palestine par les sionistes israéliens sont ramenés à des heurts entre « juifs » (en fait sionistes) et antisémites (ou prétendus tels). Ainsi, la bourgeoisie évite que le conflit israélo-palestinien ne soit présenté pour ce qu'il est : la colonisation de la Palestine par l'impérialisme israélien soutenu par l'impérialisme américain en vue de la déstabilisation du Proche-Orient où les intérêts impérialistes pour le pétrole sont si fondamentaux. Ainsi, la révolte de la jeunesse des banlieues se trouve assimilée par les médias bourgeois à une simple « résurgence de l'antisémitisme ».²⁹

Nous devons souligner que le repli communautaire, le terrorisme et l'excitation entre communautés religieuses (chrétiennes, juives et musulmanes) — qui s'exprime par exemple par le saccage de cimetières juifs (faits qui sont copieusement relayés par la presse bourgeoise) —, mènent le mouvement contestataire dans une impasse et le conduisent inévitablement à son échec, car donnant des armes à la réaction. Le grand conflit de l'époque bourgeoise n'est pas une « guerre de religions », « de races » ou même « de civilisations », c'est avant tout une *guerre de classes*, indépendamment des *formes* que peut revêtir cette guerre !

Ce n'est ni par la guerre entre communautés religieuses ni par la guerre entre immigrés et non-immigrés que l'on peut faire la guerre aux exploités : faire la guerre aux exploités nécessite de surmonter ces clivages *issus* de la société bourgeoise et *reproduisant* ou *renforçant* cette société. Ces clivages religieux ou communautaires qui ne font que détourner les exploités les plus conscients et donc les plus radicaux du véritable combat qui est un combat *de classe* et non *de race* ou *de religion*, font en fait les affaires de la bourgeoisie.

De même que l'antisémitisme d'Hitler fut la chance des sionistes et évita à l'émigration juive en Palestine de faire faillite, de même, le terrorisme islamiste actuel (à la mode Ben Laden) est la chance de l'impérialisme, ce qui lui fournit l'alibi idéal pour intervenir partout et perpétuer ses sales guerres coloniales.

Prendre l'apparence de ces formes pour la *réalité*, sans chercher à en pénétrer le contenu, c'est tomber dans le jeu de la bourgeoisie qui a intérêt à voir nier la réalité première de la lutte de classe menée par les travailleurs, celle du combat pour le renversement des exploités. C'est dans cette optique que Lénine soulignait déjà

« La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. »³⁰

Cette lutte est rendue plus complexe et ardue par la méfiance légitime que les travailleurs des pays dépendants (ou les immigrés qui en sont originaires) ont vis-à-vis des pays impérialistes. Cette méfiance s'étend souvent aux *travailleurs* des pays impérialistes, ce qui se justifie quand cela concerne l'aristocratie ouvrière, mais qui constitue un véritable handicap pour le mouvement ouvrier s'il elle se transforme en un communautarisme « black » ou « beur » dans les banlieues ou en un racisme anti-blanc dans les pays dépendants.

« L'oppression séculaire des peuples coloniaux et faibles par les puissances impérialistes a laissé dans les masses laborieuses des pays opprimés non seulement de la haine, mais également de la méfiance à l'égard des nations oppressives en général, y compris à l'égard du prolétariat de ces nations. »³¹

Le prolétariat d'origine non immigrée des pays impérialistes doit donc faire preuve d'une grande prudence dans le traitement des problèmes liés aux discriminations et au racisme, sous peine d'entretenir les divisions communautaristes entre les travailleurs et donc de faire le jeu de la réaction bourgeoise dont c'est l'intérêt de voir entretenue cette fracture. Cette fracture est en effet pour les exploiters le signe de la faiblesse du mouvement révolutionnaire et leur fournit la garantie d'une relative paix sociale.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, rejetons comme réactionnaires les mesures prises par les gouvernements impérialistes, de droite comme de « gauche », en France ou ailleurs, pour limiter l'immigration et renforcer les mesures discriminatoires à l'encontre des travailleurs issus de l'immigration. Nous déclarons haut et fort que le « problème de l'immigration » se ramène en fait au problème du pillage des pays dépendants, et que la source véritable de ce problème ne pourra être tarie qu'avec la libération économique et sociale des pays dépendants et leur sortie du giron de l'impérialisme. Seuls les travailleurs conduisant la révolution anti-impérialiste sont capables de mener ce combat à bien et de le lier avec le combat pour le socialisme. Ceci réclame, comme Lénine le soulignait, la solidarité la plus complète des travailleurs vivant dans les pays impérialistes avec leurs frères des pays dépendants.

Nous, jeunes marxistes-léninistes, affirmons qu'il ne peut y avoir de lutte véritable contre le racisme et les discriminations en dehors de la lutte pour la libération économique et sociale de tous les travailleurs, donc en dehors de la lutte pour l'abolition de l'esclavage salarié et pour la révolution socialiste, qui *elle seule* permettra de saper la base économique qui engendre constamment le racisme. Pas de solution à ces problèmes en dehors de la révolution socialiste !³²

Aujourd'hui, les jeunes chômeurs et travailleurs exploités qu'ils soient de « souche française », d'origine noire, maghrébine ou autre, ont tous un ennemi commun : *le patronat* qui est *l'unique source* de leur oppression économique, sociale et politique, ce même patronat qui cherche à les monter les uns contre les autres dans le seul but de leur cacher à tous le fait qu'il est *le seul et l'unique responsable* de leur précarité et de leurs souffrances.

Dans ce combat contre les causes objectives du racisme et pour le socialisme, les jeunes et futurs prolétaires d'origine immigrée auront nécessairement à jouer un *rôle d'avant-garde*, eux qui constituent les couches populaires les plus opprimées par le capitalisme.

Quand nous disons *d'avant-garde*, cela ne signifie évidemment pas que la jeunesse prolétarienne des banlieues doive mener ce combat *en marge* du mouvement plus général pour le socialisme, englobant *tous* les exploités. Mener ce combat en marge ne pourrait conduire qu'à l'isolement de cette jeunesse par rapport aux autres exploités, qu'à son éloignement vis-à-vis des autres travailleurs et donc à la division du mouvement prolétarien (c'est la cause majeure de l'échec du mouvement des *Black Panthers* aux USA). Un parti prolétarien distinct des immigrés conduirait inévitablement à renforcer la méfiance entre les travailleurs provenant de l'immigration et les autres, ce qui ferait inévitablement le jeu de la bourgeoisie et renforcerait les tendances fascistes.³³

D'avant-garde, car moins portés à souscrire à la démagogie des discours bourgeois-républicains et à souscrire à ses « prêches » « démocratiques » et « droit-de-l'homme » abstraits, puisque subissant au jour le jour discriminations, vexations et violences policières, puisque *vivant* le fossé qui sépare les *discours universalistes* de la *réalité discriminatoire*.

D'avant-garde, car plus radicale dans ses revendications et moins encline aux marchandages avec les exploiters, puisque revendiquant la complète égalité *de fait* et non simplement *de jure* avec les autres travailleurs d'origine non-immigrée, égalité *nécessitant* l'abolition de l'esclavage salarié à l'origine les maux de la société bourgeoise qui excitent la haine entre communautés.

Et enfin *d'avant-garde*, car capables d'assurer la liaison la plus complète entre le prolétariat des pays impérialistes et le prolétariat des pays dépendants, capable donc de barrer la route à l'influence des tendances révisionnistes (sociales-chauvines et réformistes) de conciliation avec la bourgeoisie impérialiste au sein du mouvement ouvrier des pays impérialistes.

Vincent Gouysse, juin 2006.

NOTES :

¹ Le *Front National* est l'héritier direct de groupes d'extrême droite. Il rassemble au moment de sa création d'anciens pétainistes, des membres de l'ultra-colonialiste *Organisation Armée Secrète* (OAS), des catholiques intégristes ainsi que des poujadistes. Ces derniers étaient les membres de *L'Union de défense des commerçants et artisans* (UDCA), créée en 1953 par Pierre Poujade et au sein de laquelle avait milité Jean-Marie Le Pen dès 1956. L'UDCA était xénophobe et ouvertement pro-colonialiste. Poujade comme Le Pen militèrent d'ailleurs également au sein de *L'union pour le salut de l'Algérie française*.

² Karl Marx, *L'idéologie allemande*, 1845.

³ Voir la page http://www.marxisme.fr/introduction_au_marxisme.htm

⁴ Karl Marx, *Discours sur le libre-échange* (1848), Ed. numérique, p. 7.

⁵ Il a fallu des décennies aux pays impérialistes pour édifier une puissante industrie de production des moyens de production, il n'a fallu qu'un quinquennat à l'URSS pour édifier la sienne !

⁶ Voir Staline : Sokolnikov et la « *Dawisation* » de notre pays, Discours de clôture au XIV^{ème} Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S., dans *Les questions du léninisme*, Tome I, Ed. numérique, pp. 188-189.

⁷ En France, le taux d'endettement des ménages est passé de 49 % à 62 % du revenu individuel moyen entre 1995 et 2005. En France en 2003, 5000 dossiers de surendettement étaient déposés mensuellement devant les commissions de surendettement. D'après l'UNAF, le surendettement de ces foyers est le plus souvent consécutif à un « accident de la vie » : perte d'emploi, divorce ou séparation, maladie. D'après le Bulletin de la Banque de France (n°144 de décembre 2005), le taux d'endettement des ménages de la zone Euro est passé de 65 % à 80 % du revenu individuel moyen entre 1995 et 2005. Aux USA, le taux d'endettement des ménages est passé de 26 % à 40 % du revenu individuel moyen entre 1985 et 2002.

⁸ Karl Marx, *A propos du système national de l'économie politique de Friedrich List* (1845), Ed. numérique, pp. 8-9.

⁹ Kofi Annan (Secrétaire général de l'Organisation des Nations unies), *Immigration : pour une stratégie européenne*, 29/01/2004.

¹⁰ Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 130.

¹¹ En 1990 le « socialiste » Michel Rocard, alors premier ministre, déclarait que « la France ne peut accueillir toute la misère du monde, mais il faut qu'elle y prenne sa part ».

¹² Lénine, *La question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 6.

¹³ Dans cette esprit, voir par exemple : *La voie du socialisme* (journal), Ed.n numérique : n°2 (1984) — *Tchad : les fidélités coloniales du gouvernement PC-PS*. (pp. 36-38) ; n°3 (1984) — *Les immigrés face au capitalisme*. (pp. 42-44) ; n°4 (1984) — *Le PCF contre l'indépendance algérienne*. (pp. 57-60) — *Le PCF vote les pouvoirs spéciaux*. (pp. 61-64) — *Le mouvement patriotique en Guadeloupe*. (pp. 65-67) ; n°5 (1984) — *Immigrés : non aux discriminations*. (pp. 85-86) — *Nouvelle-Calédonie : le plan colonial de Mitterrand*. (pp. 89-91) ; n°9 (1985) — *Droit de vote pour les immigrés* (pp. 127-128) ; n°12 (1986) : *Afrique : le domaine réservé* (pp. 149-151) • *La voie du socialisme* (revue), Edition numérique : n°2 (1987) — *Non aux lois xénophobes* (pp. 47-49) ; n°3 (1988) — *Kanaky : une guerre qui ne veut pas dire son nom* (pp. 96-101).

¹⁴ Staline, *La crise continue du capitalisme mondial et la situation extérieure de l'Union soviétique*, Rapport sur l'activité du C.C. présenté au XVII^{ème} Congrès du P.C.(b) de l'U.R.S.S. (26 janvier 1934), dans *Les questions du léninisme*, Tome III, Ed. numérique, p. 125.

¹⁵ Dimitrov, *Œuvres choisies*, Ed. numérique, p. 30.

¹⁶ *Ibidem*.

¹⁷ Henri Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 93.

¹⁸ Dimitrov, *Œuvres choisies*, Ed. numérique, p. 28.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ Henri Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 94.

²¹ Sur l'analyse plus détaillée du fascisme et les axes de la lutte à mener contre celui-ci, voir le Rapport présenté par Dimitrov au 7^{ème} congrès de l'Internationale communiste, et notamment la partie consacrée à *L'Offensive du fascisme et les tâches de l'Internationale communiste dans la lutte pour l'unité de la classe ouvrière contre le fascisme*. (Georges Dimitrov, *Œuvres choisies*, Ed. numérique, pp. 28-68.)

²² Lénine, *De l'attitude du parti ouvrier à l'égard de la religion* dans *Textes sur la religion*, Ed. numérique, p. 6.

²³ Cf. Article sur le racisme de *Microsoft Encarta 2004*.

²⁴ Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 136.

²⁵ FR3, 18/05/2006.

²⁶ Staline, *Sur l'antisémitisme*, Réponse à une question de l'Agence télégraphique juive d'Amérique, le 12 janvier 1931.

²⁷ Il s'agit de Fabienne Brutus dans son livre *Chômage, des secrets bien gardés (La vérité sur l'ANPE)*, publié en avril 2006. Pour « baisser » le chiffre officiel des demandeurs d'emploi et circonvenir aux instrumentalisation électoralistes des politiciens bourgeois, l'ANPE fait migrer les chômeurs inscrits de la catégorie 1 vers l'une des autres catégories de demandeurs d'emploi non prises en compte dans la statistique officielle du chômage ! D'après les chiffres globaux de l'ANPE, il y avait en moyenne 3,9 millions de chômeurs inscrits en 2005 dans les catégories 1 à 3 et 6 à 7, chiffre auquel il faut ajouter environ 1 million de chômeurs non inscrits ayant renoncé à trouver du travail. Pour la France, il faut donc compter non pas 2,5 millions de chômeurs, mais 5 millions de demandeurs d'emploi réels ! Si les politiciens bourgeois peuvent se targuer d'observer (ponctuellement) des « baisses du chômage » c'est donc uniquement grâce au *trafic* des statistiques ! « L'emploi est aussi rare que le travail est abondant », dit Fabienne Brutus dans ce livre où elle dénonce également les « bilans de compétence hors sujet », les « ateliers bidons », les « formations inappropriées », le « flicage » des chômeurs, les « radiations abusives », et l'agent ANPE devenu un « robot » ou un « tortionnaire qui s'ignore ». Les limites de ce livre proviennent du réformisme de l'auteur, désireux non pas de changer de fond en comble le système, mais de voir l'Etat (« providence ») donner « enfin » à l'ANPE les moyens de « bien faire son travail ». Son idéal, ce n'est pas donc pas l'abolition du salariat, mais « des CDI pour tous », comme le scandait ces derniers mois le PCF dans les manifestations anti-CPE à Evreux : « NON au CPE, OUI au CDI ! » Ce trafic des statistiques est loin d'être nouveau : Henri Barbusse en parlait déjà de manière très explicite en 1935. (Henri Barbusse, *Staline : Un monde nouveau vu à travers un homme*, Ed. numérique, p. 77.)

²⁸ Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, dans *Œuvres choisies*, Tome I, Ed. numérique, p. 387.

²⁹ Par rapport à la question de « l'antisémitisme » qui n'est en fait la plupart du temps non pas un racisme anti-juif mais seulement l'opposition à l'expansionnisme sioniste au Proche-Orient, les médias bourgeois sont très tatillons, du fait des pressions exercées par le lobbying sioniste (représenté en France par le CRIF et la LICRA et dont se font le relais BHL, Glucksmann, Adler, etc.). Dieudonné, qui n'a pourtant rien d'un « dangereux révolutionnaire », a ainsi les frais d'un véritable lynchage médiatique. Son crime est d'avoir osé défendre le droit des palestiniens contre l'occupation israélienne non pas par anti-impérialisme affirmé mais simplement « par humanisme » et par « souci du respect du droit international » : il n'y a qu'à « faire entendre la voix de la raison dans les rapports Nord-Sud et sur l'occupation militaire illégale des territoires palestiniens et irakiens ». (Dieudonné, *Entretiens à cœur ouvert*, EPO, 2004, p. 94.). Nous avons bien peur que l'impérialisme ne reste sourd vis-à-vis de cette mystérieuse « voix de la raison » ! La limite de ce type de contestation est évidemment

son aspect sentimental et droit-de-l'homme qui la circonscrit dans les limites étroites du démocratisme bourgeois. C'est ce qui a par exemple poussé l'humoriste à se désolidariser du combat de *Tribu Ka*.

³⁰ Lénine, *La question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 13.

³¹ *Ibidem*.

³² L'URSS des années 1930 fut le premier Etat à avoir supprimé les racines économiques et sociales du racisme. La propriété socialiste des moyens de production et l'essor rapide et constant de son économie permettaient à l'URSS de combattre victorieusement le racisme ainsi que l'oppression nationale et la méfiance entre la multitude des nationalités qui la composaient. Sur ce combat contre le racisme, voir par exemple notre présentation du film soviétique « *Le cirque* » disponible sur la page http://www.marxisme.fr/realisme_socialiste.htm

³³ Staline remarquait ainsi, tirant les enseignements de l'expérience malheureuse de la social-démocratie autrichienne dont le Parti ouvrier et les syndicats avaient fini par éclater en plusieurs entités communautaires distinctes et opposées, que « l'agitation séparatiste affaiblit chez les ouvriers le sentiment de la solidarité, en les poussant souvent dans la voie des briseurs de grèves. » (Joseph Staline, *Le marxisme et la question nationale et coloniale*, Ed. numérique, p. 31.)